

Notes

(1) Nous avons pour cette raison reproduit plus de textes de nos adversaires et des bolcheviks que dans le volume 1, et dédié un chapitre entier à l'ordinovisme.

(2) Que cela plaise ou non aux adeptes de la “construction” du socialisme avec les briques de la culture et le ciment de la science, c'était la véritable force d'Octobre. Commémorant Lénine un mois après sa mort, Préobrajensky écrivait dans la Pravda : “*Notre ouvrier c'est ce jeune barbare plein de force que la civilisation capitaliste n'a pas encore corrompu, qui n'est pas perverti par le confort et le bien-être, miettes tombées de la table des exploiters des colonies ; qui ne s'est pas encore laissé piéger au jeu de la légalité et de l'ordre bourgeois [...]. Notre ouvrier a commencé à haïr le capital et à le combattre avant de le révéler comme l'organisateur d'un régime économique supérieur à celui de l'artisanat ; il a commencé à le mépriser avant d'avoir goûté à la culture bourgeoise et à y être lié ; il ne ressemble ni au prolétaire occidental éduqué par deux siècles d'industrie manufacturière et capitaliste ni au semi-prolétaire asiatique [...]. Notre classe ouvrière unit en elle-même l'élan révolutionnaire et la spontanéité de la jeunesse à la discipline qui soude les millions d'hommes regroupés par le travail autour des machines*”. (“Bulletin communiste” n°10 du 7/03/1924)

(3) Voir Storia vol. 1, pp. 165-169.

(4) Dans “L'heure critique du mouvement communiste” (“Il Soviet” du 25/05/1919) à propos de la Bavière ; le même jugement est porté sur Berlin dans l'article du 26 : “Dans la rouge lumière du sacrifice” (“Storia” vol. 1 p. 360) ; et pour Budapest dans l'article du 10/08 : “La restauration bourgeoise en Hongrie” (“Storia”, 1 bis, p. 87).

(5) Voir notre volume “En défense de la continuité du programme communiste”, Milan 1970.

(6) On sait, comme il résulte de documents publiés par la suite, que Nitti “laissa faire” - en sous-main - alors qu'en public il hurlait contre D'Annunzio : “l'expédition de Ronchi” lui servait de pion dans ses négociations avec les Alliés.

(7) Motion qui portait également la signature de Turati et qui fut retirée pendant le congrès de Bologne

(8) Les “voies nationales au socialisme” sont si peu “neuves” que le même Schiavi écrira dans l’“Avanti !” du 8/9, expliquant pourquoi il n'était plus “un réformiste”, que “*chaque pays fait sa révolution et sa politique [...] suivant ses énergies propres, son tempérament, et les conditions du moment*” : en Italie, la révolution pouvait se faire en travaillant prudemment à la construction de “*l'échafaudage de la nouvelle société*”, en somme par... des réformes de structure version 1919-1920 !

(9) Il est vrai que dans sa conclusion, la motion parlait de la nécessité de “*se séparer de ceux qui donnent des illusions au prolétariat en proclamant la possibilité de la réalisation de ses conquêtes au sein de la société bourgeoise, et proposent le mélange et la collaboration des instruments de la domination bourgeoise avec les nouveaux organes prolétariens*” ; mais peu de jours après, le même Serrati brisait les illusions de tous ceux qui auraient pu interpréter cette phrase dans le sens d'une authentique rupture avec la droite : celui qui pensait ainsi serait tombé dans... l'erreur !

(10) Voir en particulier “Terrorisme et communisme” de Trotsky

(11) Voir l’“Avanti !” du 10 septembre. Quant à la dictature, celle-ci ne devait pas être “*la dictature d'un parti, mais celle de la grande masse des travailleurs*”, formule dont il faut se rappeler puisqu'elle sera le cheval de bataille du kautskysme et que Gennari la répétera à Bologne dans une acceptation encore plus fade de “*dictature de tous les travailleurs*”. Soit dit entre parenthèses, Graziadei (tout comme Kautsky) rappellera continuellement l’“*immaturité du prolétariat*” : finalement, la révolution a besoin... de professeurs et d'hommes de culture !

(12) Concernant la polémique Tasca-Bordiga de cette année, voir le tome 1.

(13) Les commentateurs à la Lepre-Levrero signalent avec orgueil un article de Togliatti du 19 juillet qui affirme que “*la nécessité de la transformation est contenue dans les choses elles-mêmes*” et adviendra dès que l'on sera convaincu que “*le lieu où l'on travaille est celui de l'autorité sociale*” ; que les ouvriers commencent donc à “*les conquérir*” ; “*toute usine devenue... un centre [!!!] de vie commune doit entrer ensuite en relation [vieil esprit de Proudhon !] avec les autres organisations similaires en se servant des*

fédérations de métier”, c'est-à-dire... une reconstitution de la CGL : et ceci ne serait pas du gradualisme et du localisme de la plus belle eau, mais... du léninisme !

(14) Et non pas à Bologne comme il est écrit par erreur dans le 1^{er} vol. p.71 Le programme de la Fraction est reproduit dans les pages 392-402 de ce dernier

(15) Reproduit dans notre texte “Ou préparation révolutionnaire ou préparation électorale”.

(16) Ce qui ne veut pas dire que le message ait été connu en Italie : le texte allemand se trouve dans “Kommunistische Internationale” n°4/5 d'août 1919, pp. 134 et sq.

(17) Voir p. 71

(18) Intitulé “Socialisme et anarchie : l'horizon s'éclaire”.

(19) Pour la bonne bouche. A cette époque comme aujourd'hui (et l'on dit avoir découvert des “voies nouvelles”) on nous accuse avec un rien de compassion de refléter par notre extrémisme les “conditions locales” du seul mezzogiorno, oscillant entre agitation subversive et... féodalisme. “Il Soviet” répond : “*Les raisons locales nous conduiraient plutôt à la participation qu'à l'abstention, mais pour nous les conditions locales ne sont rien face à la marche générale du mouvement et c'est pourquoi nous sommes et restons abstentionnistes*”.

(20) Les deux articles sont intitulés respectivement “Le système de représentation communiste” et “Allons-nous former les Soviets ?”.

(21) Ce même “programme” maximaliste électoraliste ne l'autorisait-il d'ailleurs pas en agitant le spectre d'un Noske italien si nous n'avions pas participé aux élections ? Ce point est important puisque ultérieurement même l'Internationale tomba dans le piège du “meilleur gouvernement” avec le mot d'ordre de “gouvernement ouvrier” conçu comme tremplin à “l'assaut révolutionnaire”. Nous n'avons pas attendu 1922 pour dénoncer cette vieille chausse-trape.

(22) La note termine en signalant la proposition de grève nationale de solidarité pour les métallos en lutte depuis près de deux mois, que la CGL n'acceptait naturellement pas.

(23) La sympathie lyrique de Turati pour Nitti transparait dans toutes ses lettres de septembre 1919, dans sa “Correspondance” avec Kulitchov, Turin, Einaudi, 1949-1953, vol. 1.

(24) Voir la “Résolution sur la position envers les courants socialistes et la Conférence de Berne”, où Turati et Cie sont encore expressément inclus dans le “centre”, avec lesquels la rupture organisationnelle - et encore plus si, comme il aurait été juste, il s'était reconnu comme faisant partie de la droite - était “une nécessité absolue” (point 2).

(25) Voir pp. 80-82.

(26) Voir notre volume “La Gauche communiste d'Italie dans la ligne marxiste de Lénine”.

(27) Comme les citations précédentes, voir Lénine “Sur le mouvement ouvrier italien”, éd. Riuniti, Rome, 1962.

(28) De l’“Avanti !” du 6/10/1919.

(29) Quatre, car entre temps Constantino Lazzari s'était fait le promoteur d'une “fraction maximaliste unitaire” destinée à empêcher le détachement de la droite en jetant un pont entre les “pouvoirs publics” du programme de 1892 et la “dictature du prolétariat” des thèses de 1919 de l'Internationale, et dont la motion, modérée ultérieurement pour pouvoir concilier le diable et le bon dieu, obtint le vote des réformistes - et l'unité fût sauvée!

(30) Nous utilisons le présent dans cette partie pour souligner que les oppositions théoriques et programmatiques sont d'une inflexible *constance*: elles sont aujourd'hui et seront demain ce qu'elles étaient hier.

(31) Nous faisons grâce aux lecteurs des pathétiques appels de Serrati à l'unité, comme celui-ci : “*Nous voulons le bien pour les nôtres, et nous savons qu'il y a parmi eux une telle conscience qu'ils abandonneront toutes les médailles pour ne pas abandonner celle de Karl Marx*”. Concernant la question de l'abstentionnisme, l'unique argument utilisé par les électoralistes fut que cette position était “logique mais apolitique”, et qu'elle signifiait “se désintéresser de la vie du pays”, comme si à cette période la

moitié du prolétariat du “pays” n'était pas en lutte et pour bien autre chose que pour un bulletin de vote, et comme si nous n'avions pas théorisé l'abstentionnisme justement pour des raisons pratiques.

(32) Contrairement au programme publié par les maximalistes en août (et sur la base duquel les sections avaient voté en donnant à leurs délégués un mandat *impératif* d'y souscrire) la motion ne disait rien de l'exclusion des réformistes du parti. Les partisans de Serrati étaient passés d'un anti-unitarisme au moins formel à tout prix, position à laquelle ils s'accrocheront rageusement les trois années suivantes.

(33) L'opportunisme ne connaît pas de frontières. Au Congrès de Tours, un an plus tard, Blum dira: *“Les efforts de propagande que le militant accomplis c'est la révolution qui fait chaque jour un pas en avant. Tout ce qui concerne l'organisation et la propagande socialiste, tout ce qui est accroissement des organisations ouvrières, base de la société collectiviste de demain, tout ceci est révolutionnaire. Même les réformes [...] si elles servent à accroître et consolider l'emprise de la classe ouvrière sur la société capitaliste, sont révolutionnaires”* (Krigel, Le Congrès de Tours, P. 24). Du reste, Blum parlera aussi le langage des maximalistes à Tours. Voici par exemple son illustration du concept de dictature du prolétariat: *“Dictature exercée par un parti s'appuyant sur la volonté et la liberté populaire, sur la volonté des masses; donc dictature impersonnelle du prolétariat [...]. Dictature d'un parti, oui, dictature d'une classe, oui, dictature de quelques individus, connus ou non, certainement pas!”* (id. P. 129).

(34) C'est au nom de *“cette unité du prolétariat qui est constamment notre principale préoccupation, que la scission et la désagrégation de notre parti mettrait en grave danger”* (une phrase qui sera répétée jusqu'à la nausée par Serrati les mois suivants), que Turati annonça les siens décidés à *“se replier – malgré certaines dissensions que nous ne désirons pas dissimuler – derrière la motion Lazzari”*.

(35) Il est néanmoins du devoir de cette chronique de relever que Boero glissa de part et d'autre, bien que se reconnaissant toujours dans le mythe propre à l'atmosphère turinoise de la vertu propédeutique des “conseils” et de l'éducationnisme technique, positions qui porteront les abstentionnistes piémontais, lors de la grève d'avril et de l'occupation des usines, à une débandade jugée par le “Soviet” avec sévérité.

(36) En vue de la longue polémique que la Fraction communiste soutiendra en janvier-février suivant contre les divers courants maximalistes, on observera que, comme d'habitude, les maximalistes voient, d'un côté (avec raison), dans les Conseils, des organes de lutte *politique* avant la prise du pouvoir, et d'un autre côté comme des “Conseils économiques” dès à présent, c'est à dire des organisations de transformation économique qui supposeraient la conquête du pouvoir déjà réalisée. Quand aux ordinovistes, on trouve une déclaration significative de Tasca qui avait proposé la version suivante (qui fut acceptée mais non exposée par Gennari): *“[...] lesquels fonctionnent généralement, à l'avance (sous la domination bourgeoise), comme instruments de la violente lutte de libération, etc.”*, exprimant l'opinion que ces nouvelles organisations ne pourraient être les instruments de cette lutte *“si ils ne sont pas précédemment (et non ensuite) des organisations de transformation sociale et économique”* (“Ordine Nuovo”, 18 octobre), claire formulation de la conception ordinoviste suivant laquelle le prolétariat opère, à travers les conseils, une transformation graduelle de l'ordre économique et social capitaliste avant de s'être assuré du pouvoir.

(37) L'adhésion à la Troisième Internationale fut votée lors du Congrès par acclamation, contre notre avis mais aussi, pour des raisons opposées, contre celle de la droite. Une décision d'une telle importance n'aurait pas dû être soumise aux sentiments de l'instant mais être l'objet d'une claire conscience de ce que voulait dire “adhérer”. Mais tout se paie, même pour les maximalistes, et non seulement la droite refusera toute discipline envers les délibérations de l'Internationale, mais la majorité même du Congrès de Bologne reculera, effrayée par les lourdes conséquences de cette décision théâtrale.

(38) Le congrès de la Fédération de la jeunesse italienne se tint par la suite, du 26 au 28 octobre, et ne mérite qu'un bref aparté tant il fût astucieusement orchestré par la majorité électoraliste. La fraction abstentionniste jouissait d'une audience large mais non homogène, et le “Soviet” avait dû intervenir non seulement pour s'opposer à l'impatience légitime des jeunes abstentionnistes bolognais, mais encore plus aux tendances anarcho-syndicalistes infiltrées dans les rangs des jeunes de la région des Pouilles. Au Congrès, les responsables maximalistes prirent des positions par trop prévisibles: une célébration démagogique de la Russie et de Lénine à seule fin de ne pas provoquer de réactions des jeunes ouvriers face à la bataille électorale, et une démagogie tout aussi grande dans la proclamation du droit d'appartenance au parti à toutes les fractions ainsi que dans la déclaration d'un abstentionnisme de principe mais d'une défense de l'unité... dans les faits. L'ordre du jour prévoyait: 1) l'expulsion des

réformistes du parti (faisant partie de l'extrémisme en parole mise en scène par les dirigeants maximalistes et dont on n'entendra plus parler); 2) constitution du Parti communiste d'Italie (dont on ne parla pas non plus; toutes questions qui auraient fait prendre des risques électoraux!); 3) la question du déplacement, expression idiote désignant la tendance voulant éloigner l'“Avanguardia” de Rome (illusion à laquelle adhèrent les jeunes et solides révolutionnaires de Turin, lesquels, se faisant jouer, renoncèrent au déplacement et laissèrent tout en l'état). Le résultat du Congrès, sur lequel portèrent deux articles de Giuseppe Berti (alors appartenant à la gauche) dans le “Soviet” des 4 et 11 janvier, fut que les jeunes de la tendance révolutionnaires se laissèrent séduire par une déclaration de principe hypocritement unitaire. Le Congrès se termina par un ordre du jour de Terracini sur les Conseils ouvriers et sur l'adhésion à l'Internationale qui, confirmant la confusion générale, recueillit la quasi totalité des votes, paralysant les naïfs turinois partisans du “déplacement” et les abstentionnistes. L'ordre du jour était ainsi formulé: *“Le congrès [...] convaincu que l'adhésion à la Troisième Internationale sera effective lorsque le programme maximaliste se réalisera; retenant qu'à la période de la critique doit s'ensuivre celle de la création; reconnaissant dans les Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats la forme du pouvoir prolétarien qui doit se substituer au parlementarisme bourgeois; engage le nouveau C.C. à diriger son activité, spécialement dans son organe fédéral l'“Avanguardia”, à la diffusion des moyens pratiques de leur constitution et de leur fonctionnement car la culture révolutionnaire s'acquiert, plus que dans les livres, dans la participation, avec la conscience des buts et des moyens, à ces organismes destinés à réaliser les droits du prolétariat”*.

Cet ordre du jour touche un point que nous affronterons dans la suite du volume en indiquant que dès cet instant les directives de notre fraction furent en opposition avec celles des “ordinovistes” turinois. Il est caractéristique d'une pensée qui ne sera pleinement développée que par la suite par Gramsci: croire qu'on doit substituer à la critique et à la théorie une praxis d'“encadrement” organisationnel qui, par une vertu quasi magique, ajoutant les ouvriers un par un, les transformera en révolutionnaires, sans besoin de la doctrine du parti mais sans le parti lui-même et sans l'insurrection pour la conquête du pouvoir central. C'est le vieux sophisme syndicaliste-réformiste auquel la gauche marxiste avec Lénine répond depuis ces années que la révolution n'est pas une question de *forme d'organisation* mais de *force politique armée*, et ceci en dehors du fait que l'on faisait une confusion totale entre le soviet politique et le conseil d'usine, dernière en date des formes stériles du corporatisme économique. Comme l'écrivit avec justesse Berti: *“Le conseil d'usine fut le bourreau choisis pour étrangler le programme communiste”*.

Deux autres points doivent être soulignés. L'organe de notre fraction répondit à la majorité “unitaire” qui prétendait que l'on devait s'occuper “des questions de programme et non de méthodes” que discuter de méthode signifiait justement discuter de la meilleure, de la plus efficace et consciente méthode d'appliquer le programme: prétendre que les jeunes s'occupent exclusivement de l'éducation et de la propagande socialiste en se désintéressant des moyens utilisés par le Parti dans l'action veut dire trancher le lien indispensable entre théorie et praxis. L'hebdomadaire répond aux jeunes abstentionnistes des Pouilles qui voulaient rompre immédiatement avec le parti pour s'allier aux jeunes anarchistes et anarcho-syndicalistes que: “la révolution ce n'est pas seulement les barricades mais surtout la préparation du nouvel état de chose qui devra succéder aux barricades” ce qui nous sépare nettement des anarchistes et des anarcho-syndicalistes et fait que nous ne pourrions pas ne pas nous retrouver sur des positions opposées.

Le “Soviet” confirma cependant sa ferme intention de “développer un travail continu de propagande parmi les jeunes socialistes pour défendre toujours plus nos directives”. Alors que les manœuvres lors du congrès et la faiblesse des forces des jeunes de la tendance révolutionnaire permirent à Luigi Polano de représenter au second congrès de Moscou une Fédération de la jeunesse *électorale*, les mois suivants démontrèrent que le courant communiste abstentionniste avait dans la pratique conquis la vivante Fédération de la jeunesse dont la contribution à la scission de Livourne eut un poids déterminant.

(39) La motion sur l'activité parlementaire du parti venant d'être votée par le congrès proclamait le devoir de lutter “sur le terrain électoral et au sein des organismes de l'état bourgeois pour *effectuer la propagande la plus intense des principes communistes* et pour aider à la démolition des organes de la domination bourgeoise”.

(40) Un article de l'“Ordine Nuovo” du 9 août avait carrément défendu un lien entre “Conseils” et parlement par l'envoi dans ce dernier de camarades en mesure d'exprimer les tendances et les directives des premiers: les “soviet” comme vivier de députés authentiquement “révolutionnaires”!!!

(41) De “Il Soviet” du 10.VIII.1919, *Le programme communiste et les autres tendances prolétariennes*.

(42) La longue lettre de l'Exécutif aux IWW de janvier 1920 ainsi que les thèses et les discours au IIème congrès de juillet-août sont les preuves d'un effort patient et tenace pour convaincre ces généreux prolétaires que “*le parti politique et l'organisation économique doivent marcher du même pas vers le but commun: l'abolition du capitalisme par la dictature du prolétariat et des soviets, en direction de la suppression des classes et de l'état*”.

(43) Voir aussi l'annexe du chapitre VIII.

(44) Il est vrai que les indépendants jouaient et jouèrent en Allemagne un jeu bien plus infâme, se détachant de la social-démocratie majoritaire durant la guerre à cause de leur froide volonté (parfaitement illustrée par les lettres de Kautsky à Adler) d'empêcher les masses se radicalisant de manière préoccupante de se précipiter dans les bras de ces “sales gosses de Karl et Rosa”; allant au gouvernement avec ces mêmes réformistes à la chute du régime du Kaiser pour en faciliter le transfert sans douleur vers la république; s'en séparant de nouveau pour jouer le jeu du “révolutionnarisme” en concurrence avec les spartakistes, quitte à les poignarder dans le dos durant les journées d’“action commune” en janvier et en mars à Berlin puis en avril à Munich. Mais - indépendamment de ce qu'ils feront ensuite - les maximalistes italiens avaient exactement le même bagage idéologique et “phraséologique” que celui des indépendants allemands, et ils saluèrent avec enthousiasme les motions de leurs congrès de mars et de novembre-décembre, tous soutenant - comme nous le verrons plus loin - la même combinaison infecte de verbalisme révolutionnaire et de pratique parlementariste et réformiste.

(45) Cf. Le chapitre VIII.

(46) C'était aussi, comme nous l'avons vu, la crainte de Lénine, dont nous ne connaissons pas pourtant la lettre.

(47) Cf. Plus loin l'annexe du chapitre VIII.

(48) Lors du congrès le délégué autrichien - ainsi que ceux des Balkans, les finlandais, les hongrois, les suisses et les scandinaves - un des plus fermes partisans de la nécessité (que nous n'avions pas) de constituer l'Internationale *immédiatement*. Son appréciation hyper-optimiste de la situation générale européenne correspondait à l'immaturité théorique d'un mouvement qui, cette même année, se lancera dans des *putsch* hasardeux rapidement réprimés entraînant de sérieux revers pour ses jeunes militants.

(49) Nous reviendrons sur cette question dans le chapitre VIII.

(50) Voir plus loin le chapitre VIII.

(51) C'est-à-dire la théorie selon laquelle l'ennemi était l'Entente, et où les communistes devaient prendre l'initiative d'une résistance *nationale*, donc une guerre menée avec l'alliance de la Russie, offrant en conséquence la paix sociale à sa propre bourgeoisie. Le fait que Lévi se portera sur un terrain analogue est typique des débandades à répétition du KPD. Après l'avoir condamné au début de 1921 chez les “hambourgeois”, tout le parti s'y plongera lors de l'occupation de la Ruhr en 1923, traînant derrière elle l'Internationale.

(52) La question sera approfondie plus loin, au chapitre VIII. Notons simplement ici que, reproduisant un article de Sylvia Pankhurst, représentante de la Socialist Worker's Federation (un des nombreux groupes extrémistes existant en Angleterre), et se félicitant de la concordance de vue sur l'abstentionnisme, “Il Soviet” du 20.X.1919 observait que la classe ouvrière anglaise avait des difficultés à faire sienne la conception - qui était la nôtre comme celle de tous les marxistes - “*d'une activité politique qui ne soit pas la politique parlementaire mais le développement d'une activité de classe, ce qui est bien une action typiquement politique*”. La suite démontrera que les idées de Sylvia Pankhurst se rapprochaient bien plus de celles de l’“Ordine Nuovo”.

Sylvia Pankhurst, comme Louise Simoneau (toutes les deux quitteront le mouvement communiste en 1920), avaient assisté au congrès de Bologne et participé ensuite à la réunion internationale tenue à Imola le 10 octobre sous l'égide des maximalistes avec également la participation de délégués suisses et autrichiens. Cette platonique réunion, à laquelle était présente la fine fleur de la social-démocratie comme Paul Faure, avait exprimé sa totale adhésion aux principes... qu'ils ne connaissaient pas de la IIIème Internationale, avait chargé le PSI de convoquer une conférence internationale dont aurait du surgir “*un comité de coordination de préparation à la dictature [...] qui réalise dans la pratique le sabotage et le*

boycott des moyens bellicistes mis à disposition par l'Entente aux ennemis de la République des soviets de Russie”, et avait également décidé de lancer un manifeste aux travailleurs de tous les pays pour confirmer la rupture avec ceux qui pendant la guerre avaient renié les principes de l'internationalisme et inviter les camarades des différentes nations à travailler pour le détachement de leurs partis respectifs de la IIème Internationale et leur adhésion à la IIIème. Inutile de dire que ni la conférence ni le manifeste ne virent jamais le jour...

(53) La vraie force du P.P. (Parti populaire), outre l'église, se trouvait constituée par le dense réseau de coopératives et de banques rurales et par une base essentiellement paysanne de la nouvelle née Confédération italienne du travail, mère de l'actuelle CISL, et qui, sur 1,6 millions environ d'adhérents en 1920 se vantait d'avoir parmi eux 950.000 exploitants agricoles.

(54) L'“Avanti!” du 20 août, pendant qu'il glorifie les grèves des métallos, du textile et de la typographie, publiait un communiqué de la CGL dans lequel elle disait: “*aucune forme de solidarité [...] ne doit être offerte* pour éviter l'élargissement de la grève qui diminuerait plutôt qu'accroître [!!!] la possibilité de résistance”, en dehors “*d'un versement immédiat d'une somme de 2 lires par semaine à chaque adhérent*”!

(55) Comme le texte de la motion Modigliani: on ne croyait toutefois pas que le maximalisme, bien qu'ayant embrassé la position du “parlementarisme révolutionnaire”, ait eu un programme moins... minimaliste. L'article de fond de l'“Avanti!” du 22 novembre avance une plate-forme d'action sous l'enseigne “*Il faut reconstruire l'Italie*” et offre la candidature du parti au gouvernement sous l'élégant prétexte que “*pour construire les bases du nouveau monde de la justice et du travail devenu la loi de tous*” et que l'on doit réaliser “*sous des conditions déterminées que nous sommes prêts à assurer moyennant notre engagement dans la gestion du pouvoir*” - un authentique “*programme de transition*” qui, à travers une politique étrangère, militaire, financière, interne, sociale, de ravitaillement, toutes originales, culmine dans une “*libre république, arbitre et patronne de son destin*”; celle-ci devant être réalisée par le seul Parti, sans “*compromissions et rapprochements*”. L'intransigeance au service de la transaction!

(56) Nous avons déjà souligné le phénomène, particulièrement actif dans le Sud, des occupations de terre. Pour y mettre un frein, c'est à dire pour le canaliser sur la voie de la légalité, Nitti émit deux décrets du 2.IX.1919 et du 22.IV.1920, qui autorisent les préfets à consentir l'occupation des terres incultes ou insuffisamment cultivées en faveur d'organismes légalement constitués et ayant démontré leur aptitude à cultiver. Tous deux restèrent, bien sûr, lettre morte.

(57) “*Quelle scélérateuse que cette grève [...]. Je trouve que celle des cheminots est un véritable travail de jaunes, non pas contre une classe ou une couche, mais contre la nation, contre le prolétariat lui-même, qui prend par un acte de brigandage la nation en otage. Si l'on ne réagit pas, nous serons les perpétuelles victimes de ces chantages toujours plus audacieux [...] contre la nation et les consommateurs, donc contre le prolétariat lui-même!*” (“Carteggio”, II, pp. 179-180 et 184).

(58) Dans le numéro du 1.II, le “Soviet” ironise sur la clameur soulevée par un seul des gestes de Turati alors qu'aucune protestation n'était soulevée par sa “continue, méthodique” opposition et rébellion face au programme du parti, et prévoit qu'aucune mesure disciplinaire ne sera prise contre ce parjure: “*Si Turati s'en allait de lui-même suivis de ses fidèles, alors adieu commune de Milan, adieu maximalisme victorieux!*” (d'une brève intitulée *La faute*).

(59) Suivant un document du PC d'I (publié par R De Felice dans “Revue historique du socialisme”, nr. 27 pp. 104 sq.), le nombre des carabinieri avait été porté à 65.000, celui des gardes frontières à 35.000, pendant que la garde royale atteignait un total de 45.000 et que se créaient des bataillons de nobles “*situés de manière à obtenir de petits groupes de manœuvre pouvant se déplacer facilement*”. Une statistique de l'“Avanti!” fait monter le nombre des “*victimes du plomb bourgeois*” morts à 145 et celui des blessés à 444 pour la période d'avril 1919 à avril 1920.

(60) Pour plus de détails sur cet épisode et en général sur l'intense activité syndicale de la Fraction, spécialement en Campanie, voir le Tome I de cette “Histoire”.

(61) Il avait ajouté que ceci aurait été le signal du démarrage du travail de construction de la nouvelle société: “*les travailleurs doivent maintenant réaliser le nouvel ordre social en procédant à l'élection directe, renouvelée régulièrement, des représentants de chaque groupement économique, coordonnés par degré depuis le Conseil de zone jusqu'au Conseil général national des producteurs*”. On peut comparer

cette position au commentaire de l'“Ordine Nuovo” du 29 novembre, dans lequel on déduit de la victoire électorale que “*le processus révolutionnaire est arrivé à une phase décisive*” et qu'il est temps, sur l'élan du triomphe... électoral, que les Conseils ouvriers et paysans “*deviennent de chair et de sang*”, c'est à dire “*de nouveaux organes du pouvoir*”. Quelle interprétation était donnée à ce “pouvoir”, nous laissons le lecteur en juger: “*Le problème immédiat du Parti socialiste est [...] le problème de la construction d'un appareil d'état qui fonctionne démocratiquement de l'intérieur, c'est à dire garantisse à toutes les tendances anticapitalistes la liberté et la possibilité de devenir des partis de gouvernement prolétarien, et qu'il constitue pour l'extérieur une machine implacable qui broie les organisations du pouvoir industriel et politique du capitalisme*”. Les ineffables historien du dernier modèle, type Lepre-Levrero, citent avec un légitime orgueil cette déclaration ou le gradualisme réformiste s'allie au kautskisme qui était étrillé pendant ces mêmes jours par Lénine et Trotsky: on a ici *en gestation* la doctrine du “*gouvernement ouvrier*” multiparti à instituer après avoir “*conquis*” pour moitié le pouvoir, rongé peu à peu, au sein d'un “*appareil d'état*” personne ne sait construit comment, les “*organes du pouvoir industriel et politique du capitalisme*” avec lequel il coexiste “*de l'extérieur*”. Une telle conception convient parfaitement aux thèses de Moscou de 1972 (ou 1952), mais place au défi de les concilier avec celles de 1920 quiconque n'est pas un historien “*objectif*”! Et l'on dit pourtant que dans l'immense tour de Babel idéologique d'alors, nous étions trop... tatillons!

(62) Le communiqué conjoint (“*Avanti!*” du 4.VII) “*prend acte, et s'en réjouit, de la réussite de la manifestation spontanée du prolétariat pour la défense de ses libertés et de protestation contre les offenses causées à ses représentants*”, et ordonne la cessation de la grève. Direction et CGL déclarent cependant “*à titre d'avertissement que nous ne tolérerons plus jamais aucune, même la plus minime, violation du droit de représentation et de liberté de pensée, et que nous serons prompts à prendre les mesures qui - en constituant le front uni de tous les travailleurs d'Italie - seront aptes à rabaisser les velléités réactionnaires du militarisme professionnel*”.

(63) Exactement comme Treve prétendra s'en servir pour liquider l'idée de *toute* insurrection!

(64) Nous réservons à un chapitre spécial la polémique avec l'“Ordine Nuovo” (mais aussi avec les maximalistes) sur la question de soviets, qui commence avec ce même numéro.

(65) Il est significatif que le 7 février, donc peu après le Conseil national, l'“Ordine Nuovo” procède à la définition des positions générales du groupe turinois sur les Conseils, aux antipodes de la conception léniniste. Nous en reproduisons les points essentiels:

“1) *La révolution est un mouvement de masse ou n'est pas. La minorité révolutionnaire faillit à son but si elle ne réussit pas à créer un système d'organisations dans lesquels les hommes entrent de manière naturelle [c'est nous qui soulignons; il est notoire que pour Gramsci la manière dont l'homme se trouve placé matériellement dans les conflits du travail par la domination du travail mort, c'est à dire du capital, sur le travail vivant, est naturelle!], devenant ainsi une des cellules constitutives de la société nouvelle;*

2) *Le processus révolutionnaire, pour être véritablement un processus de transformation et de création, doit partir de l'intérieur de la vie productive au sein de laquelle doivent naître les organisations de la société communiste;*

3) *Les soviets doivent être des formations de masse reliées étroitement aux organisations structurant la nouvelle libre économie communiste. Ce n'est qu'en se rapprochant de l'économie qu'ils deviendront des organismes vivants et cesseront de n'être que de simples petites communautés politiques;*

4) *Tout mouvement qui tend à éduquer les producteurs à leur propre gouvernement, sur le lieu de travail, et qui se concrétise en une forme permanente, fournit une base réelle et efficace que ne donnent ni les syndicats ni les sections du parti;*

5) *La constitution de Conseils d'usine est donc la première affirmation concrète du mouvement communiste en Italie*”.

Les historiens qui s'efforcent à démontrer la similitude de l'ordinovisme et du soi-disant léninisme sont priés de confronter ces cinq thèses non seulement avec les formules du IIème Congrès sur le rôle du parti mais aussi avec le “*Que faire?*” de Lénine sur la lutte contre l'économisme. On peut aussi observer qu'à l'*utopisme constitutionnaliste* des constructeurs de soviets en chambre justement critiqué, l'ordinovisme ne peut opposer que le *concrétisme* de l'“*édification d'une nouvelle société*” réalisée sur le moule de la société capitaliste, selon ses unités de production, usine par usine *et sans parti politique*, par une sorte de génération spontanée. Comme Togliatti l'écrivait alors, “*est révolutionnaire, sans avoir besoin*

de se définir comme telle [...] l'organisation qui, surgissant sur le lieu de travail, en contact avec les organes de l'économie patronale, se trouve être naturellement antagoniste au patron et exercer un contrôle sur sa manière d'agir... Il n'y a qu'à laisser la nouvelle organisation se développer... Celle-ci comporte ses propres lois et sera demain la rivale de l'Etat bourgeois". Si le maximalisme officiel était confusionniste, le groupe de l'"Ordine Nuovo" qui continuait à en faire partie ne brillait pas d'une plus grande clarté et était, si c'est possible, encor plus éloigné du marxisme.

(66) L'article est intitulé *Le conseil National du Parti*.

(67) Cf. plus haut.

(68) Un nouvel essais de D'annunzio, lui aussi repoussé (nous devons le dire, à l'honneur des véritables réformistes et confédéraux, qui conservaient un sens des rapports de classe bien plus vif que leurs descendants) eut lieu en avril avec la section socialiste de Trieste. Il est curieux de remarquer que Gramsci mordra à l'hameçon d'un possible... révolutionnarisme de D'Annunzio une année plus tard, et encor en 1924. Quel dommage - semblent dire ses descendants politiques historiens -: une "belle occasion" de perdue!

(69) Les historiens, dans leur savante ignorance, raisonnent ainsi: Serrati a toujours porté un jugement sévère et négatif sur les tendances au "localisme" des turinois, reflet également de leur surévaluation des conseils comme organes révolutionnaires en soi, *donc* nous serions une sorte d'aile gauche de... Serrati! Mais les principes doivent être considérés à travers leur *interconnexion* et dans le *sens* où ils s'exercent: les communistes sont centralistes et donc antilocalistes, mais le centralisme ne suffit pas *en soi* à le définir, de même qu'il ne signifie pas la négation des actions locales mais la nécessité de les dépasser en *les intégrant* dans une action *générale*. Serrati était centraliste *au sein* d'un parti qui, étant parlementariste et démocratique, *favorisait objectivement le localisme*; il prêchait pour la discipline des organisations économiques locales à la direction de la CGL *mais* approuvait l'absence de discipline de celle-ci au parti; il se montrait féroce envers *notre* rébellion (ou du mouvement *importun* des "turinois"), mais il s'inclinait devant l'autonomie quasi-absolue du groupe parlementaire. Il sentait l'exigence de l'organe (et *arme*) parti; mais il avait une vision déformée du sens dans lequel il devait se diriger. Il se trouvait aux antipodes, même en ceci, des abstentionnistes!

(70) Cf. p. *Prendre l'usine ou prendre le pouvoir*, annexe. Chap. V .

(71) La géniale théorie selon laquelle les conseils municipaux devaient tout d'abord "encadrer les conseils ouvriers" avant d'en devenir "les secrétaires", suggère au "Soviet" ce commentaire final: "*Sous le régime actuel, les conseils ouvriers ne pourraient être qu'une parodie, une supercherie et une fiction légale, et le vrai pouvoir serait celui des conseils municipaux, qui sont reconnus par l'état bourgeois, et qu'il appuierait en cas de conflit*". La constitution des soviets est une question de substance. Les conseils ouvriers politiques constituent l'état prolétarien et sont les organes par lesquels s'exerce la dictature prolétarienne. *Le fonctionnement réel des soviets, et non leur constitution formelle, présuppose la victoire de la révolution et l'effectif écroulement de l'état bourgeois. Ce n'est qu'ainsi qu'ils auront une signification réelle, comme en Russie; à l'inverse, en Allemagne et en Autriche où le régime ne s'est pas écroulé, les conseils politiques ne sont que des fantômes et leur existence ne constitue pas une force révolutionnaire active. Pour nous, comme nous le répétons depuis longtemps, la véritable force active est l'existence d'un parti communiste organique, compacte, sain, et qui ne repose pas sur la construction de châteaux de sable. Préparons-nous y donc! Voulons nous dire en compagnie du camarade Gennari. Mais préparons la véritablement, non pas comme Gennari voudrait le faire, dans la hâte: cette hâte est une maladie, la maladie de la préparation révolutionnaire de laquelle il faudra tout d'abord guérir, en combattant sans cesse ce qui en est la cause, la maladie électorale*".

(72) A Turin, comme on le lit dans le "Soviet" du 22.II, il semble qu'au sein de l'"Ordine Nuovo" une démarcation plus ou moins nette se soit opérée, suite à notre intervention, entre Gramsci et Tasca. Toutefois, comme le démontrera la suite de l'exposé, l'initiale et bien vague reconnaissance du rôle du parti et de la nature politique des soviets eut du mal à s'enraciner même chez les éléments les plus sensibles aux problèmes politiques de la révolution prolétarienne: Gramsci qui, lors de l'assemblée du 19.II à Turin, semblait se rapprocher des positions défendues par le "Soviet" en pleine cohérence avec les thèses de l'Internationale, retombera trois mois plus tard dans l'"ordinovisme de départ", cette fois en polémique avec le même Tasca qui, lui, avait au moins le sens de la tradition de parti et de l'importance de l'organisation syndicale!

(73) L'Appel des russes et l'équivoque italienne, cf. plus loin.

(74) Cf. plus loin.

(75) Comme d'habitude, Serrati ponctue son article d'attaques personnelles et de commérages selon sa vieille tradition de "sauveur". Nous concernant, il croyait avoir trouvé la confirmation de ses positions indiquant que nos idées n'étaient pas encore suffisamment claires pour opérer une "scission" comme on le voyait à travers nos divergences avec les abstentionnistes turinois sur la participation ou la non participation aux élections municipales et sur la manière de comprendre le sens des Conseils (voir "Il Soviet" du 15.II). Il est certain que les camarades turinois aspiraient à une possible utilisation des communes comme instruments de propagande politique - une fois reliées au réseau des conseils d'usine - et comme forteresses de la lutte prolétarienne et de la préparation à la prise du pouvoir. Mais ces discussions se déroulaient au sein d'une unique vision du processus révolutionnaire (comme ce sera ensuite le cas avec les bolcheviques); rien de comparable avec l'abysse existant entre le réformisme et le bolchevisme - si l'on veut appeler ainsi le marxisme rétabli sur ses véritables bases!

(76) Voir plus loin

(77) Treves, à son tour, dira à Nitti au parlement que "*le tragique*" de la crise "*consiste en ce que vous ne pouvez plus imposer votre ordre et que nous ne pouvons pas encore imposer le notre*".

(78) Voir plus loin.

(79) Voir le chapitre VII.

(80) Voir plus loin.

(81) Voir le chapitre IX.

(82) On notera, pour prouver notre... "abstractionnisme" et notre "passivité", que ce fut notre courant qui, en opposition à la passivité des organes officiels, pris l'initiative de proclamer la grève générale de solidarité et de protestation et de donner aux ouvriers de *toutes* les catégories les directives qu'ils hésitaient à donner.

(83) Traduit dans "Programme communiste" n° 71, 72 et 74.

(84) "Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière", dans "Défense de la continuité du programme communiste" (Éditions Programme Communiste), p. 157

(85) Voir notre brochure "Les fondements du communisme révolutionnaire", (Éditions Programme Communiste) qui traite de façon générale les problèmes de l'immédiatisme, du concrétisme, du "proudhonisme renaissant et tenace".

(86) Il ne s'agit pas là d'une déduction arbitraire, ou d'une déformation de la thèse de Lénine tendant à l'adapter à notre propre courant, qui, en matière de parti "*pousse le bolchévisme jusqu'à la caricature*" (comme nous l'avons lu avec plaisir sous la plume de certains immédiatistes). On pourra s'en assurer en se reportant aux déclarations très nettes de Lénine, avant tout dans "Que faire?", mais aussi dans Un pas en avant, deux pas en arrière, où il affirme au paragraphe q):

"Les "paroles terribles" de jacobinisme, etc., n'expriment absolument rien, si ce n'est de l'opportunisme. Le Jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat conscient désormais de ses intérêts de classe, c'est justement le social-démocrate révolutionnaire. Le Girondin qui soupire après les professeurs et les collégiens, qui redoute la dictature du prolétariat, qui rêve à la valeur absolue des exigences démocratiques, c'est justement l'opportuniste. Seuls les opportunistes peuvent encore, à notre époque, voir un danger dans les organisations conspiratrices, quand l'idée de ramener la lutte politique aux proportions d'un complot a été mille fois réfutée dans les écrits, réfutée et éliminée depuis longtemps par la vie, quand l'importance cardinale de l'agitation politique de masse a été expliquée et rabâchée jusqu'à l'écœurement. Le vrai motif de cette peur de la conspiration, du blanquisme, n'est pas tel ou tel trait du mouvement pratique (comme Bernstein et Cie cherchent depuis longtemps - mais en vain - à le faire croire), mais la timidité girondine de l'intellectuel bourgeois, dont la mentalité perce si souvent chez les actuels sociaux-démocrates".

Et ce passage de Terrorisme et Communisme où Trotsky répond à Kautsky, qui avait rapproché les bolchéviques, ces "utopistes", des proudhoniens, est aussi lumineux:

"Kautsky aurait pu nous comparer avec bien plus de raison aux blanquistes adversaires des proudhoniens, aux blanquistes qui saisissaient bien l'importance du pouvoir révolutionnaire et se

gardaient bien, en posant la question de sa conquête, de tenir religieusement compte des aspects formels de la démocratie. Mais pour justifier la comparaison des communistes et des blanquistes, il faut ajouter que nous disposons d'une organisation révolutionnaire telle que n'en rêvent jamais les blanquistes: les soviets des députés ouvriers et soldats; que nous avons en notre parti une incomparable organisation politique directrice pourvue d'un programme complet de révolution sociale; et, enfin, que nos syndicats, marchant avec ensemble sous le drapeau communiste et soutenant sans réserves le gouvernement des Soviets, constituent un puissant appareil de transformation économique".

(87) Cité par P. Spriano, "Gramsci e l'Ordine Nuovo", Rome 1965, pp. 50-51.

(88) En ce qui concerne le K.A.P.D., Gorter et Pannekoek, voir le chapitre VIII.

(89) "La 'maladie infantile', condamnation des futurs renégats" (Éditions Programme Communiste), pp. 94-95.

(90) Il faut entendre par "soviétisme" ce qu'on désigne en France par conseillisme, en Allemagne par Räteozialismus, etc.

(91) "Le tendenze nella III Internazionale", "Il Soviet", 25 mai 1920. Traduction française dans "Programme Communiste" n° 58.

(92) G. Zinoviev, "La IIème Internationale et le problème de la guerre - Renonçons-nous à notre héritage?", dans N. Lénine, G. Zinoviev, "Contre le courant", Paris, 1918.

(93) Traduction française dans "Programme Communiste" n° 58, pp. 137 s.

(94) Cf. dans notre brochure "Défense de la continuité du programme communiste" les "Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du Parti communiste mondial". Cette brochure contient aussi notre "Projet de thèses pour le IIIème Congrès du Parti communiste" ("Thèses de Lyon", Lyon, janvier 1926) où on trouvera une analyse précise du sens à donner à "l'investiture" accordée au gramscisme par la IIIème Internationale dégénérée.

(95) Il est intéressant de confronter cette vision, anti-matérialiste par excellence, à l'affirmation de Trotsky dans l'article "Les problèmes psychologiques de la guerre" (11 sept. 1915):

"La psychologie humaine est la force la plus conservatrice qui soit. Loin que les grands événements jaillissent de la conscience, ce sont les événements, leurs nouveaux rapports, leurs connexions, les entrelacs des grandes forces historiques, qui obligent notre psychologie passive et paresseuse à s'adapter péniblement et maladroitement à eux".

Trotsky reprend ici la thèse classique selon laquelle l'existence précède la conscience ou encore, pour employer une expression qui revient souvent dans nos textes, la tête est le dernier organe humain mis en mouvement par les forces sociales objectives et matérielles.

(96) Voir ses Scritti giovanili, Turin, 1958.

(97) Ces deux articles, reproduits dans le tome I de la "Storia della Sinistra Comunista", seront publiés avec la suite de cette étude dans le prochain numéro de "Programme Communiste".

(98) Voir "Costituente e Soviet" in "Scritti giovanili", pp. 160-161.

(99) "Scritti giovanili", respectivement pp. 263, 286, 307.

(100) "Utopia", in "Avanti!" du 25 juillet 1918.

(101) "Lénine et Wilson sont les antipodes apocalyptiques de notre temps",

affirmait Trotsky en 1917. De façon analogue l'organe de la Gauche "Il Soviet" écrivait le 1er janvier 1919:

"Nous, socialistes, ne devons pas applaudir Wilson, mais le combattre ouvertement [...] Filippo Turati découvre le dilemme: Wilson ou Lénine. C'est le dilemme que nous voyons, nous aussi: capitalisme ou socialisme!"

(102) Voir l'article de Trotsky: "Jean Longuet: déchéance du parlementarisme" (1919), reproduit dans notre brochure "La question parlementaire dans l'Internationale Communiste".

(103) "Il Grido del Popolo", 2 mars 1918.

(104) “Il Grido del Popolo”, 31 août 1918.

(105) Cf. en particulier, de Pannekoek: “Der neue Blanquismus” dans “Der Kommunist” de Brème, n° 27, 1920; de Lukacs: “Opportunismus und Putschismus” dans “Kommunismus”, Vienne, 1/32, 1920.

(106) *“Le prolétariat russe est pauvre en histoire et en traditions. Ce fait a sans aucun doute facilité sa préparation révolutionnaire pour la révolution d'Octobre. Mais il a rendu en même temps plus difficile sa tâche constructive après Octobre. A part leur couche supérieure, nos ouvriers sont dépourvus des connaissances et acquis culturels les plus élémentaires (propreté, maîtrise de la lecture et de l'écriture, ponctualité, etc.). L'ouvrier européen a lentement acquis ces habitudes au cours d'une longue période de domination bourgeoise; c'est d'ailleurs pourquoi il est si étroitement lié - par sa couche supérieure - à l'ordre bourgeois, avec sa démocratie, sa presse capitaliste libre, et autres bienfaits. Notre ordre bourgeois très tardif n'a pu offrir au prolétariat de Russie presque aucun de ces bienfaits: c'est pourquoi le prolétariat de Russie a pu rompre plus facilement avec le système social bourgeois, et le renverser. Mais pour la même raison la grande majorité de notre prolétariat est obligée de recueillir et de s'approprier aujourd'hui seulement, c'est-à-dire déjà sur la base de l'État ouvrier socialiste, les acquis culturels rudimentaires. L'histoire ne donne rien gratis: lorsqu'elle consent un rabais dans le domaine politique, elle majore le prix dans le domaine culturel”.* (Trotsky, “Problèmes de la vie quotidienne”, 1924, chapitre “On ne vit pas seulement de politique”; traduit d'après le texte allemand.)

(107) A propos de la légende qui présente Lénine comme un “grand opportuniste”, voir le discours commémoratif de A. Bordiga, “Lénine sur le chemin de la révolution” (Rome, 1924) publié dans le n° 12 de cette revue, et notre brochure sur la “maladie infantile” (“La 'maladie infantile', condamnation des futurs renégats”). Citons aussi ce passage de Trotsky (dans sa “Critique des thèses fondamentales du projet de programme de l'I.C.”, de juin 1928), passage qui est cependant loin d'encadrer de façon complète le problème des rapports entre stratégie et tactique:

“Ce n'est pas la souplesse qui fut la caractéristique fondamentale du bolchévisme (pas plus qu'elle ne doit l'être à présent), mais sa fermeté d'airain. C'est précisément cette qualité - dont il fut légitimement fier - que ses ennemis et adversaires lui reprochaient. Non pas “optimisme” béat, mais intransigeance, vigilance, défiance révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance: voilà les traits essentiels du bolchévisme. C'est par là que doivent commencer les partis communistes d'Occident et d'Orient”.

Inutile de dire que, en Orient comme en Occident, les partis communistes auraient dû se placer sur cette voie - celle du 1903 bolchévik - bien avant 1928. Mais seule tenta de le faire la direction “de gauche” du P.C. d'Italie, mise en place “trop tard” et éliminée “trop tôt”. C'est pourquoi son éviction a entraîné l'étouffement de la seule étincelle de bolchévisme authentique, d'un communisme européen qui ne soit pas une farce.

(108) M. et M. Ferrara, “Conversando con Togliatti”, Roma 1953, p. 42. C'est nous qui soulignons.

(109) On reconnaît ici le germe de l'actuel slogan opportuniste “Davantage de pouvoir dans l'usine” - comme si dans l'usine le prolétariat pouvait avoir un quelconque pouvoir.

(110) Voir, par exemple, D. Guérin “La lutte des classes sous la Première République”, Paris 1946, 1, p. 399. Ou, en ce qui concerne l'armée de Cromwell et les “soviets” de ses soldats, H. N. Brailsford, “I Livellatori”, Milan, 1962.

(111) Ces thèses sont reproduites dans notre brochure “Parti et Classe” (Éditions Programme Communiste).

(112) Voir notre “Storia della Sinistra Comunista” (“Histoire de la Gauche communiste”), tome II, chapitre V.

(113) On trouvera une ample critique de ce programme dans le troisième article de la série “Pour la constitution des conseils ouvriers en Italie” dans “Il Soviet” du 1/9/1920; cette série sera publiée en appendice, avec la dernière partie de ce chapitre, dans le prochain numéro de “Programme Communiste”.

(114) Citons, par exemple, les campagnes pour la victoire des voitures Fiat dans les courses européennes, avec des primes allant aux dirigeants et aux ouvriers de l'usine, etc.

(115) A propos du Front unique voir par exemple la série d'articles des n° 219 à 224 du “Prolétaire”.

(116) A la rentrée parlementaire du 1er décembre 1919, les députés du PSI quittèrent la salle de séance durant le discours de la couronne, pour ne pas “rendre hommage au Roi”. A la sortie du Palais Montecitorio, ils furent agressés et frappés par des officiers et étudiants nationalistes. Fait très rare durant une longue période, la CGL et la direction du PSI appelèrent ensemble à une grève de protestation. Les 2 et 3 décembre, la grève donna lieu à des heurts violents (il y eut des morts et des blessés) avec les forces de l'ordre dans beaucoup de villes d'Italie; elle fut suspendue le 3.

(117) Ce congrès approuva par plus le 38 000 voix contre 26 000 (opposées au vote des inorganisés) une motion favorable à la constitution des conseils comme organisations de la “*masse de tous les producteurs*”, et, tendanciellement, de tout le peuple en “*armée disciplinée*”. Etant donné leur fonction, il était évident pour nous aussi que les conseils devaient inclure les inorganisés et leur accorder le droit de vote.

(118) Dans un article intitulé “Pour qu'on ne s'y trompe pas” (“Avanti!” du 4/11/1919), Serrati avait en particulier protesté contre la participation des inorganisés à l'élection des commissaires d'atelier, en la présentant comme une “*mise en question de tout un long travail de parti*”, et en se plaçant sur les mêmes positions que les dirigeants réformistes de CGL. Pour lui comme pour Gramsci, “*les conseils d'usine doivent être les atomes du monde nouveau*”; aujourd'hui, cependant, ils représentent “*plutôt une ébauche mentale qu'un fait concret*”, et admettre qu'ils surgissent du vote même des inorganisés comme organes du pouvoir prolétarien est “*faire preuve d'un penchant à la facilité extrêmement dangereux pour l'avenir du prolétariat*”, “*une preuve évidente de désintérêt pour la vieille forme et d'un engouement excessif pour la nouvelle*”.

Seuls les “historiens” qui veulent présenter “l'abstentionnisme” comme une aile avancée - ou déviante - du maximalisme, voient une affinité entre l'hostilité serratiennne et notre critique de principe de l'idéologie conseilliste!

(119) Cette “sympathie” pour les... ingénieurs, Gramsci la perdra au sein du Parti communiste d'Italie, et pour cause, vu la profession du principal dirigeant de la Centrale de Gauche jusqu'en 23, de l'opposition de gauche ensuite. Dans les “Cahiers”, il cherchera même à expliquer le schématisme, le mécanisme, bref le déterminisme de la Gauche par la prédominance des dits “ingénieurs” à la direction du jeune P.C. d'Italie.

(120) Pour apprécier cette perle du “léninisme” gramscien, il suffit de penser que “Que faire?” de Lénine avait été publié... dix-sept ans plus tôt!

(121) Ils seront publiés avec la dernière partie de ce chapitre dans le prochain numéro de “Programme Communiste”.

(122) Cette image à la fois frappante et scientifiquement exacte est aussi utilisée et expliquée par Trotsky dans la préface de son “Histoire de la révolution russe” (14/11/1930):

“C'est seulement par l'étude des processus politiques dans les masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclin à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur”.

On peut dire que ce passage résume l'opposition entre la vision déterministe du marxisme, et la vision vulgairement économiste qui, ignorant les “conditions subjectives”, tombe dans le fatalisme et le suivisme passif et impuissant. (Nous pouvons dire avec Claude Bernard que “*le fatalisme suppose la manifestation nécessaire d'un phénomène indépendamment de ses conditions, tandis que le déterminisme est la condition nécessaire d'un phénomène dont la manifestation n'est pas forcée*”).

(123) Ces thèses sont publiées dans notre brochure “Défense de la continuité du programme communiste” (Éditions Programme Communiste).

(124) Avant même la prise du pouvoir! A cette fin l’“Ordine Nuovo” du 12-7-1919 proposait la constitution de “*Soviets de culture prolétarienne*” comme “*foyers de propagande communiste concrète et réalisatrice*”. Et dans un article du 6-3-1920, le rôle du parti est réduit, exactement comme par le KAPD ou Pannekoek, à un travail de “*culture et éclaircissement*”.

(125) D'ailleurs, dans l'"Ordine Nuovo" du 27-6-1919, Gramsci identifie "le développement de l'Etat communiste" à "une démocratie dans laquelle s'absorbe la dictature du prolétariat", définition tout à fait semblable à celle de Kautsky.

(126) Deux autres citations suffiront à montrer que nous ne nous livrons pas à **posteriori** à une interprétation abusive. Dans l'"Ordine Nuovo" du 4-10-1919, Gramsci écrit : "Aujourd'hui, la classe "nationale" c'est le prolétariat, c'est la multitude des ouvriers et des paysans, des travailleurs italiens qui ne peuvent permettre la désagrégation de la nation, parce que l'unité de l'Etat est la forme de l'organisme de production et d'échange construit par le travail italien, est le patrimoine de richesses sociales que les prolétaires veulent apporter dans l'internationale communiste : seul l'Etat prolétarien, la dictature prolétarienne, peut aujourd'hui arrêter le processus de dissolution de l'unité nationale, parce qu'il est le seul pouvoir réel qui puisse contraindre les bourgeois factieux à ne pas troubler l'ordre public, en leur imposant de travailler s'ils veulent manger".

L'autre texte, du 19-7-1919, montre que la parenté avec le "socialisme des conseils" impliquait aussi un certain "national-bolchévisme": "Dans l'internationale socialiste, les Italiens sont à la tête d'un mouvement de rébellion contre la tyrannie des nations qui possèdent le capital international et l'utilisent dans un but de domination politique et d'exploitation économique; ils entraînent les masses de France et d'Angleterre à combattre pour la libération du monde; ils sont les seuls à penser à un avenir où l'Italie ne sera plus la Chine de l'Europe, mais aura la possibilité d'un développement plein et libre". Rappelons aussi que dans l'"Avanti!" piémontais du 13-10-1919, Gramsci définissait "la classe ouvrière qui s'identifie, dans sa respiration, avec le monde" comme la "jeunesse de la société italienne". Sans commentaire!

(127) "L'idée libertaire, écrit Gramsci dans l'"Ordine Nuovo" des 28-6 et 5-7-1919, aura encore pendant un moment une tâche à accomplir : elle continuera la tradition libérale dans le sens où celle-ci a imposé et réalisé des conquêtes humaines qui ne doivent pas mourir avec le capitalisme".

(128) Cf. Thèses de Naples (1965) dans "Défense de la continuité du Programme Communiste".

(129) Voir, à ce propos, les chapitres VIII et IX, "Programme Communiste" Nr. 58, 59 et 60.

(130) Dans ce texte, maximaliste est synonyme de **communiste**.

(131) A l'époque, le NSDAP (Nazional Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei) n'existait pas encore. En parlant de "national-socialisme", l'auteur fustige les partis **socialistes** tombés dans le nationalisme. C'est de la même façon que nous qualifions aujourd'hui les PC de **national-communistes**.

(132) "Les comités d'usine", dans "Comunismo", Ire année, Nr. 6 du 15/31-12-1919, en particulier pages 402-403.

(133) "La coexistence des soviets avec le pouvoir étatique bourgeois", reproduit ensuite dans "Il Soviet" du 28-3-1920.

(134) A l'occasion des élections municipales, annoncées pour l'automne 1919 puis repoussées astucieusement, la direction maximaliste du PSI s'est livrée à des acrobaties incroyables pour concilier son "évolutionnarisme" avec... une campagne électorale municipale. Entre autres perles, Gennari attribue aux conseils municipaux la tâche d'impulser la constitution des Conseils ouvriers et... de donner force de loi (!) à leurs décisions. "Il Soviet" du 18-1, du 25-1 et du 1-2-1920 combat vigoureusement ce déchaînement de crétinisme électoraliste dont on retrouve l'écho chez certains "gauchistes" actuels.

(135) Le 19 avril, le chef du cabinet de la présidence du Conseil informait Nitti qu'une circulaire des fasci de combat milanais invitait les sections "en cas de danger, de mettre leurs forces à la disposition des autorités militaires". Le ministre de la guerre, Bonomi, ne se le fera pas dire deux fois...

(136) Voir l'article "Grèves et meurtres à l'heure actuelle", en annexe au chapitre VII.

(137) Le nouveau manifeste "répond à la confiance" des ouvriers d'Ancône, guidés en grande partie par les anarchistes, et de ceux de toute l'Italie "par la promesse que la réalisation pleine et complète de l'ordre socialiste est en tête de nos pensées [!!!] et de notre volonté de la poursuivre par tous les moyens", les assurant qu'il les appellera à l'action "dès que la probabilité de réussite s'alliera à la nécessité des sacrifices les plus faibles de votre part et de celle de tout le prolétariat italien". Mais tout ceci se réduisit à mobiliser les ouvriers afin que "soient maintenues" les promesses, bien que définies comme "ambiguës et trompeuses", arrachées à la bourgeoisie et à son état !

(138) “La grève de Turin”, reproduit en annexe du chap. VII.

(139) “*Il n’est pas possible – avait déclaré Gino Olivetti lors de la réunion inaugurale de la Confindustria le 7.III – que se constituent dans les usines un organisme qui ait la volonté et la possibilité d’agir et de décider en dehors, et, sous un certain aspect, au dessus des organes de direction de l’usine*” : il était temps de conclure un accord de caractère national pour empêcher “*la formation ostentatoire soi-disant conseils d’usine*”. Déjà en février, Agnelli avait prévenu le préfet de Turin, à propos de la grève des cheminots et de ses répercussions sur l’activité productive, particulièrement à la FIAT qui “*doit y amener à bref délai une crise violente*” ; il n’était pas utile de “*la provoquer*” mais il fallait se préparer à l’affronter !

(140) L’invitation faite aux prolétaires “*de continuer à travailler suivant l’horaire solaire*” avait été lancée le jour précédent celui du conseil général de la Chambre du Travail.

(141) De son côté, Agnelli avait proposé un lock-out général à partir du 20 pour reconduire l’horaire et mettre fin à un état de fait “*rendant intolérable la situation de l’industrie et discréditant complètement les directions face aux masses ouvrières*” (Cf : Castronovo, “Agnelli”, Turin, 1971, p. 223).

(142) Comme le dira justement Tasca au Conseil national d’avril, les industriels raisonnaient ainsi : “*Des commissions internes, nous en avons toujours eu, et nous ne voulons pas les éliminer ; mais celles-ci doivent fonctionner en dehors des heures de travail, elles doivent être encadrées dans un système bureaucratique, et surtout elles doivent limiter leurs activités à contrôler et défendre les ouvriers au sein de l’usine dans les cas d’incertitudes sur les applications des accords existants*”. Voilà ce que voulait dire faire appel “*au règlement*”.

(143) Le manifeste conjoint de la FIOM, de la Chambre du Travail et de la Section socialiste abordait à l’avance certains des thèmes qui seront ceux des positions caractéristiques données à la grève sous l’influence de l’“*Ordine Nuovo*”. Il dénonçait la tentative des patrons d’“*anéantir les Commissions Internes*” et ainsi d’“*enlever à la classe ouvrière une organisation qui a démontré ces derniers temps être spécialement utile à la production et à la discipline du travail*” et les accuse de préférer l’arrêt de la production à et la fermeture des établissements à la possibilité de laisser les ouvriers s’*élever “à travers leurs organisations d’entreprises, se disciplinant d’eux-mêmes, acquérant une conscience plus élevée de leur propre dignité de travailleurs et de citoyens*”. Annonçant la décision de lutter à outrance, le manifeste dit que “*les métallos entrent en lutte sereinement, sûrs de leurs bons droits d’hommes et de travailleurs, ayant démontré la force de leur volonté de reprendre le travail productif*”.

(144) Celui-ci avait été constitué, comme on le sait, lorsque, face à des symptômes de relâchement dans l’action des conseils d’usine, le CE de la section turinoise en était venu à la conclusion qu’il fallait “*expliquer aux ouvriers le caractère nettement révolutionnaire des Conseils et préparer leur conquête par les communistes adhérents à la IIIème Internationale*”. Un ordre du jour Tasca, Togliatti (secrétaire), Montagna et Boero proposait “*la convergence de toutes les formes d’activité socialistes et prolétariennes dans la lutte pour la conquête du pouvoir [...] en se préoccupant surtout de préciser et de réguler les rapports devant exister entre les Conseils d’usine et les organisations de résistance [...] pour éviter que l’organisation de résistance actuelle (syndicale et de parti) soit affaiblie, et qu’elle acquiert un plus grand prestige parmi les masses*”. Le 27.IV, le comité avait lancé un appel “*aux prolétaires et paysans d’Italie*” pour réunir à Turin un congrès des Conseils (qui n’eut pas lieu) comme “*une date importante du développement de la révolution prolétarienne en Italie*”.

(145) Cf. La grève de Turin, dans le même numéro du “Soviet”, reproduit en annexe du chap. VII.

(146) Il résulte d’une communication de Serrati au Conseil national d’avril que la décision de donner in extremis à la grève... un caractère purement économique et de reprendre sur cette base les négociations avait recueilli l’accord unanime du comité à l’exception des camarades Barberis et Boero

(147) “*L’unité prolétarienne – peut-on lire dans le manifeste du Comité d’études sur les Conseils du 27 mars, dont nous avons déjà parlé – surgira, croyons-nous, spontanément dans l’usine, ou tous sont égaux, créant une institution incarnant votre véritable volonté*”. Marx avait écrit, un peu moins d’un siècle avant, et c’est le point central de la question du parti, sur la “*constitution du prolétariat en classe, et donc en parti*” : “*ce qui compte ce n’est pas ce que tel ou tel prolétaire, ou même tout le prolétariat, se représente comme but à un certain moment. Ce qui compte c’est ce qu’il est et ce qu’il sera contraint historiquement de réaliser en conformité à son être*” (“La Sainte Famille, IV, glose 2).

(148) Connu aujourd'hui sous ce nom, malentendu politique auquel nous réagissons non par scrupule moral mais parce que c'est un des mille aspects de la lâcheté, du jésuitisme, du mensonge systématique prospérant sous le soleil du stalinisme.

(149) Voir le premier texte des annexes du chap. VII.

(150) L'ordre du jour comprenait cinq points : "Questions nationales et internationales, Soviets, Elections administratives, Presse, Divers". Cf. Le Conseil National Socialiste, sessions tenues à Milan du 18 au 22 avril 1920, texte sténographique intégral, Edizioni del Gallo, Milan, 1967, trois volumes.

(151) L'"internationalisme" des maximalistes ressemble à celui des Indépendants allemands et des mencheviks russes comme deux gouttes d'eau : la reconnaissance du caractère nécessairement et organiquement international de la lutte d'émancipation du prolétariat serre de couverture à la négation, explicite ou implicite peu importe, du mouvement révolutionnaire de tel ou tel pays. "La révolution ne se fait pas à Turin", c'est sûr, mais elle ne se fait pas non plus dans la Ville-Soleil ou dans l'Ile de l'Utopie, et sa préparation est internationale dans la mesure où elle s'effectue partout et en toute circonstances. On notera l'accent mis par Serrati sur les fameuses "conditions particulières", échappatoire classique du réformisme caché sous l'anti-réformisme...

(152) Il avait été à Copenhague avec Cabrini pour conclure avec Litvinov un accord commercial entre le Centrosioiuz (Union Centrale pan-russe des Coopératives) et la Ligue nationale des Coopératives italiennes : les conversations durèrent du 24 au 29 mars ; l'accord fut souscrit le 29 mars et signé le 12 avril. (Le texte de l'accord se trouve dans "Kommunismus", 1920, pp. 534-5).

(153) Plus tard, répondant à l'éternelle question de Graziadei, reprenant les arguties de Kautsky : "*La violence est une chose, la force en est une autre : êtes-vous pour la force ?*", Turati déclare : merci infiniment pour cette révélation ; moi aussi je suis "*contre la violence pour la violence*" ; je suis contre "*le culte de la violence [qui] est inutile si nous sommes les plus forts, et désastreux si nous ne le sommes pas*" ; et il ajoute : "*Lorsque l'on a le suffrage universel, lorsque l'on peut conquérir graduellement le pouvoir politique, lorsque l'on peut conquérir chaque jour plus les consciences, et pour les conquérir on a besoin d'un gouvernement qui ne soit pas réactionnaire – c'est tout le but et le sens de mon discours -, lorsque l'on peut préparer dans la société présente les germes des organismes de préparation de la société future, la violence est inutile, il n'y en a pas besoin*" ; et si l'on insiste sur la nécessité d'avoir avec nous la "*force armée*", c'est-à-dire l'armée, comme le répète chaque jour Graziadei, c'est parce qu'il n'y a qu'un moyen de l'obtenir, et c'est "*d'être au gouvernement [...] avec toutes les conditions pour pouvoir y rester*", autrement "on fait les Malatesta" (comme à Turin) ; et, "*après Bologne [...] Malatesta est l'issue logique l'issue nécessaire*". Ceci, admettons-le, est parler clair !!!

(154) Le second discours du secrétaire du parti a au moins le mérite de la clarté ; l'ennui est qu'il ne constitue qu'une pure et simple répétition des conceptions développées à Bologne et l'appel au "devoir" de ne pas les remettre en cause : constitution des soviets, emploi de la violence révolutionnaire pour la conquête du pouvoir, et surtout liberté de pensée ainsi que discipline dans l'action... ! Le dernier point est dirigé explicitement, plus que contre les membres de la droite, contre les "abstentionnistes" d'un côté et contre les "localistes" de l'autre, lesquels "*soit par illusionnisme, soit à cause de la plus pure foi révolutionnaire, accomplissent ou préparent des actions qui peuvent conduire à de graves situations sans que les organes centraux [...] en soient avertis*" ; donc, contre les "turinois".

(155) A propos de l'étrange conception de la discipline – dans l'action, non dans les idées – qu'avaient les maximalistes, "Il Soviet" du 25 avril, dans une note intitulée "Programme et discipline", et dédiée à un de ceux, nombreux, qui se disaient favorables à l'expérience soviétique car "*construire les soviets à l'avance peut aussi vouloir dire engager les masses vers le gouvernement direct de la société sans recourir à la dictature du prolétariat*", écrivait : "*Nous demandons à la direction du Parti, fidèle expression de la majorité qui a rédigé le nouveau programme du parti : existe t'il ou non, dans le programme, un point reconnaissant la nécessité d'instaurer la dictature du prolétariat ? Du moment qu'il existe comme un des fondements du programme, peut-on consentir à ce que des adhérents du parti n'acceptent que partiellement ou même pas du tout son programme fondamental [...] ? Ce n'est pas une question de discipline ; la discipline regarde la conformité des actions des individus avec les décisions de la majorité. L'acceptation du programme est lié à l'adhésion. Sans l'existence d'un programme clair et précis, accepté par chacun de ses militants, un parti n'est qu'un rassemblement informe de personnes qui, si elles ont un lien entre elles, n'est certainement pas celui que propose le parti. Quelle discipline*

peut-on exiger des adhérents si manque le programme, l'unité fondamentale dont doivent provenir les directives tactiques ?".

(156) Il faut noter que, reprenant la parole avant le vote de l'ordre du jour officiel et annonçant le retrait de sa propre motion, Tasca demandera seulement que soit explicite "*l'engagement à réaliser une préparation révolutionnaire accélérée pour abattre le pouvoir bourgeois à brève échéance*", et se fera répondre par Gennari que cet engagement était déjà... implicitement contenu dans un des points de la motion officielle de la direction.

(157) Voir Tome 1.

(158) Il fut lu, lors du Conseil national (mais l'"Avanti !" n'en parla pas, seul le "Soviet" le reproduisit) un salut du représentant de l'Internationale Communiste. Il était très critique vis-à-vis de la politique du Parti socialiste mais il ne fait pas allusion à une scission ne serait ce que de la droite. Il est cependant intéressant de noter que le jugement de "Niccolini" sur la politique du Parti et sur le projet de constitution des soviets coïncidait fortement avec celui de notre fraction. Il observait que les mouvements spontanés pour la prise de possession des usines ou des champs, par lesquels les masses ouvrières "*tentaient de résoudre ainsi leurs problèmes*", cachaient un sérieux danger, donnant "*la sensation à nos ennemis d'une absence de discipline, de liaison, de direction de notre mouvement*". Symptômes de la tension de la situation sociale, ces actions isolées, auxquelles le Parti ne donnait aucune directive centralisatrice, ne faisaient que gaspiller "*le feu révolutionnaire des masses [...] créant une atmosphère d'épuisement, de scepticisme, de très dangereuse dévaluation de nos méthodes*". D'autre part, le projet de constitution des soviets proposé par la direction avait "*tous les défauts pouvant entraîner une défaite*" et porterait le "plus profond discrédit" envers l'idée de soviet dans le cas de "*l'échec de l'expérience*". Celui-ci présuppose une révolution prolétarienne s'accomplissant par étapes successives ("*la première colonne avance, la seconde colonne avance ensuite mais sans tenir compte des plans de l'ennemi*") retombant dans une conception utopiste sur l'accouchement de la nouvelle société. Enfin, la lettre observe que les conseils d'usine ne doivent pas être confondus avec les soviets, et qu'ils ne mènent pas d'eux-mêmes au fameux "contrôle ouvrier", ce qui n'est toutefois pas une raison pour en sous-évaluer l'importance en tant qu'instruments d'organisation et de "disciplinement" des masses travailleuses. Il indiquait – hélas – le niveau d'illusions que la III^{ème} Internationale se faisait sur le Parti italien et se terminait par ce salut : "*J'espère que le bon sens communiste et le sentiment classiste montreront au PSI la voie à suivre vers la victoire, vers la République mondiale des Soviets*" !

(159) A propos de la naissance et de la mort des "conseils" en tant qu'instruments révolutionnaires en Allemagne et en Autriche, "Il Soviet" avait dédié une grande partie de son numéro double du 28 mars reprenant des articles de camarades de ces pays. On peut noter que c'est justement sur la base des expériences austro-allemandes que les Thèses sur les conditions de constitution des soviets rédigées par l'Internationale s'appuyaient pour critiquer les expériences "soviétistes" à froid.

(160) On notera le parallélisme de ces arguments avec ceux développés par Trotsky dans "Terrorisme et communisme" un mois après.

(161) C'est ce qui adviendra plus tard, en septembre, pendant l'"expérience" de l'occupation des usines ; et ce seront les bourgeois, Giolitti en tête, qui en prendront conscience dès le début.

(162) On peut comparer avec les "Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne" adoptées quelques mois après au II^{ème} Congrès de l'Internationale, qui insistent justement sur ces raisons qui déterminent le rôle primordial de l'organe politique sur toute autre forme d'organisation de la classe.

(163) Ni ne l'avait assimilé en théorie.

(164) On comprendra que l'étaient encore moins les interprétations des ordinovistes en Italie, des "conseillistes" du KAPD ou d'autres organisations politiques ou idéologiques en Allemagne.

(165) Dans le sens indiqué dans l'article "Réaliser ?", c.f. chap. V, par. 9.

(166) "*Construire la société socialiste avec des mains bourgeoises*" écrivait Lénine durant la NEP !

(167) Cf. Chap VIII, par. 13.

(168) Alfred Rosmer, "Moscou au temps de Lénine", édition La Nuova Italia, Florence 1953, pp. 14-15. La motion purement formelle votée à la fin de cette réunion se donne pour tâche de "*mettre en*

évidence les différences [...] d'avec les partis adhérents à la IIème Internationale ou qui se trouvent encore incertains, les obligeant à rompre définitivement avec le réformisme et l'opportunisme" et à "déléguer auprès des principaux Partis communistes des représentants des autres Partis communistes, constituant ainsi des ambassades [!!!] communistes auprès des principaux pays d'Europe occidentale", etc., que l'on peut lire dans le nr. 14 de "Communisme". Quant à la convocation d'un congrès international de tous les partis et groupes adhérents à la IIIème Internationale et à la convocation d'un seul Bureau central composé de camarades de tous les pays d'Europe élus par ce Congrès international, il est inutile de dire que ces deux initiatives ne se concrétisèrent jamais.

(169) Cité dans H. König, "Lenin und der italienische Sozialismus 1915-21", Tübingen, 1967, p.76.

(170) La lettre est publiée en annexe dans : Piero Conti, "Les divergences entre les bureaux européens du Comintern (1919-1920)", in "Movimento operaio e socialista", avril 1972, pp. 190-191.

(171) La réunion se tint à la section de Florence de la Fédération de la métallurgie – preuve des liens étroits existant alors entre mouvement économique et mouvement politique (qui serait aujourd'hui considéré comme absurde et scandaleux) – et y participèrent, outre les sections adhérentes à la fraction, le secrétaire du Parti, Gennari, Capitta pour la Fédération de la jeunesse, Francisco Misiano comme représentant de son groupe, Gramsci pour ceux qui, au Conseil national, avaient voté contre la confiance à la direction : l'"absentéisme" commençait à servir de catalyseur des forces qui, bien qu'éloignées de nos positions, ressentaient l'incompatibilité croissante entre l'orientation générale du PSI et l'appartenance à l'Internationale. Le compte-rendu donne un peu plus d'espace aux représentants de ces tendances "proches" qu'aux orateurs de la Fraction : ceux-ci ne pouvaient rien dire de différent de ce que "Il Soviet" répétait depuis un an et demi.

(172) Le 3 juillet, Gramsci écrira, rappelons-le : "*Nous avons toujours indiqué que le devoir des groupes communistes existant dans le Parti était de ne pas tomber dans les illusions particularistes (problème de l'abstentionnisme, problème de la constitution d'un parti vraiment communiste), mais de travailler à créer les conditions de masse ou il soit possible de résoudre tous les problèmes particuliers comme problèmes du développement organique de la révolution communiste*". Le problème du parti (et il l'écrivit seulement quelques jours après le IIème Congrès mondial) serait donc une "illusion particulariste", un problème "particulier" qui se résoudrait selon de mystérieuses "conditions de masse" créées par nous-même ! Les historiens considérant comme identiques gramscisme et marxisme pourraient, pourquoi pas, considérer demain comme identiques... le tomisme et le marxisme, si l'ordre venait de la salle de commande, en hommage au "dialogue avec les catholiques", de découvrir en Saint Thomas un précurseur de Karl Marx ou de Saint Vladimir Illitch.

(173) Qu'il "*n'y ait vraiment plus rien à faire*" au sein du PSI est indiqué dans l'article "La comédie parlementaire" reproduit en annexe de ce chapitre.

(174) Cf. l'annexe à ce chapitre.

(175) Cf. le chapitre suivant.

(176) Cf. l'annexe à ce chapitre.

(177) Cf. l'article "Le prestige parlementaire" en annexe à ce chapitre.

(178) En fait mention, cependant, l'organe de la Confédération, "Battaglie sindacali", du 15 mai : "*Si l'offensive n'est pas possible [...] il s'agit de préparer la défense contre les attaques de l'adversaire [...]. Si certains excès, pas toujours spontanés, avaient été évités, alors les conquêtes ouvrières, les forces ouvrières seraient bien plus importantes qu'elles ne le sont aujourd'hui, et les vellétés réactionnaires n'auraient pas pris les proportions qu'elles ont eu ces derniers temps*". Comme toujours, la "réaction" c'est la faute aux ouvriers.

(179) Nous sommes ici en pleine anticipation du maoïsme de l'Union "marxiste-léniniste" !

(180) Comme Tasca s'était précédemment rapproché des "conseillistes" de Hambourg, Gramsci se rapprocha d'Otto Rühle pour lequel parti et capitalisme (et donc démocratie) ne font qu'un, naissent et meurent ensemble !

(181) Un point intéressant, lors des polémiques de l'époque, est la défense du bolchevisme contre les diffamations anarchistes sur la position des bolcheviques à l'égard de la "révolution double" : voir par exemple "Le bolchevisme diffamé par les anarchistes" dans le nr. 15 du 23.V.1920 de "Il Soviet".

(182) Cf. annexes de ce chapitre.

(183) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 31. Pour le dernier paragraphe, nous avons préféré citer d'après l'édition italienne des œuvres de Lénine, car la traduction française édulcore le texte. Qu'on en juge:

“Soit! La scission vaut tout de même mieux (souligné par nous) que la confusion qui entrave la croissance et la maturation idéologique, théorique et révolutionnaire du parti et son travail pratique, unanime, véritablement organisé et visant véritablement à préparer la dictature du prolétariat.”

(184) Voir l’*“Histoire”*, T. I, p.p. 213-216.

(185) Cf., La lettre à Lénine.

(186) Cf. Salut aux communistes italiens, français et allemands.

(187) Cf. Le parlement et la lutte pour les Soviét.

(188) Cf. note 5 .

(189) Citation d'un chapeau de la rédaction de *“Il Soviet”* à un article du maximaliste - électoraliste F. Misiano sur le parti allemand paru dans le No 1 (4-1-1920) et tentant de justifier théoriquement le parlementarisme révolutionnaire.

(190) Commentaire de la rédaction du *“Soviet”* à un autre article de Misiano, paru dans le numéro 3 du 18-1-1920.

(191) Cf. par. 7

(192) Cf. par. 7

(193) La *“maladie infantile”*, condamnation des futurs renégats, Editions Programme communiste, 1972 (en italien, 1964).

(194) Cf. *“Défense de la continuité du programme communiste”*, p. 17-26.

(195) Note sur *“La position des communistes allemands”* dans *“Il Soviet”* du 16-5-1920, en réponse au *“Corriere Biellese”*. Voir aussi les *“Thèses de la Fraction communiste abstentionniste”*.

(196) *“Schéma de thèses de la “minorité” du C.C. du PC. d'Italie”* en vue de la Conférence nationale de Côme, dans *“Lo Stato operaio”*, II, no 6, 15-5-1924, point 30. C'est sous les traits d'un singe et d'un éléphant que Boukharine avait coutume de représenter, dans les croquis qu'il faisait aux séances de l'Exécutif de l'Internationale, d'une part la position de Graziadei qui, en ce sens du moins, était considérée comme la plus *“bolchevique”*, et d'autre part celle de Bordiga et de la Gauche *“italienne”*.

(197) Nous disons bien *du K.P.D.* Après la démission de Lévi de la direction de ce parti en février 1921 (il sera exclu du parti lui-même en avril de la même année) le cours *“légaliste”* de la section allemande de l'I.C. a fait place à un cours *“aventuriste”*. Bela Kun (*peut-être* envoyé en Allemagne par l'Exécutif) insiste sur le fait qu'il est nécessaire que *“les dirigeants allemands comprennent enfin que leur parti est en mesure de modifier le rapport des forces par une intervention active et qu'il est par conséquent de son devoir de peser sur la lutte des classes”* (P. Broué, *“Révolution en Allemagne”*, ch. 25, l'Action de Mars, p. 477). Brandler lui-même estime *“qu'il y a 90 % de chances pour qu'on en arrive à des conflits armés (entre les bourgeoisies allemande et polonaise)”* et que seule *“la révolution peut faire tourner les choses autrement”*. Paul Frölich renchérit: *“Nous devons par notre activité, tout faire pour que se produise une rupture (entre l'Entente et l'Allemagne) au besoin par une provocation (...) Ce que la Centrale propose maintenant, c'est la rupture complète avec le passé”* (...) *“jusqu'à maintenant, nous avions attendu et maintenant nous prenons l'initiative, nous forçons la révolution (souligné par nous)”* (ibidem, p. 479 et 480). A Mansfeld, un dirigeant du K.P.D. se rallie à l'action du kaapédiste Max Hoelz. Entre les *“deux”* partis *“communistes”* (le K.A.A.P.D. a été admis dans l'I.C. comme parti *“sympathisant”* en novembre 1920), un accord a été conclu à Berlin sous l'égide de Bela Kun. Le K.P.D. tente d'organiser la grève générale à Hambourg, en Saxe prussienne, dans la Ruhr et participe aux actions armées de l'Allemagne centrale. Mais le gros de la classe ouvrière allemande n'a pas suivi, et le K.P.D. lui-même a été très déchiré (ibidem). Tout cela prouve en tout cas, outre la nécessité de ne pas abandonner la tactique à des improvisations du moment, la stupidité de la légende *“gauchiste”* qui veut que la section allemande de l'I.C. ait été un parti purement légaliste, gradualiste et opportuniste et que tous les *“vrais révolutionnaires”*(?) aient été contraints par... Moscou à se réfugier dans le K.A.P.D.

(198) N'est-il pas significatif que les pécheurs repentis qui avaient adhéré au parti communiste d'Italie à Livourne sans avoir encore assimilé *ni* la théorie, *ni* les principes, *ni* les buts, *ni* le programme de l'Internationale, dont ils subissaient la fascination quand elle était encore dans toute sa gloire, aient acquis une "stature internationale", comme on l'a dit de Gramsci et Togliatti, au fur et à mesure que le Komintern perdait la sienne? C'est normal puisque c'est Moscou qui les avait poussés sur le devant de la scène et qu'ils ne pouvaient que se reconnaître eux-mêmes dans les directives d'un empirisme sans bornes qu'elle leur donnait.

(199) Cf. "Que Faire", ch. II, c.

(200) La publication du "Il Soviet" avait été suspendue le 20 octobre 1919, immédiatement après le congrès de Bologne pour permettre à la Fraction de se réorganiser. Du fait de difficultés financières imprévues, elle ne reprit que le 4 janvier 1920 (3^e année, N° 1), puis se poursuivit régulièrement.

(201) Dans "Les tendances au sein de la III^e Internationale", "Il Soviet" du 23 mai 1920 écrira: "*Il est évident que l'Internationale est un organe politique et ne peut comprendre que des partis politiques. Les organisations économiques pourront former l'internationale syndicale, déjà en voie de constitution, qui adhère et est subordonnée à l'Internationale politique*".

(202) Le communiqué diffusé le 10 novembre 1918 par les représentants des SPD. et de l'U.S.P.D. déclarait: "*Le gouvernement est formé exclusivement de sociaux-démocrates qui ont tous les mêmes droits en tant que délégués du peuple (...) Le pouvoir politique réside dans les conseils des ouvriers et des soldats*", dont le gouvernement n'était donc qu'un simple délégué. Mais grâce aux artisans de la "non-révolution" allemande, le congrès effectue une volte-face complète en votant le 18 décembre une motion qui proclame au contraire: "*Le Congrès général des conseils des ouvriers et des soldats d'Allemagne, qui représente le pouvoir tout entier (!!!), transmet le pouvoir législatif et exécutif (donc tout le pouvoir) au Conseil des Commissaires du Peuple, tant que l'Assemblée constituante n'en aura pas décidé autrement*". Il ne reste au Conseil central qu'un pouvoir de... "surveillance parlementaire" sur le gouvernement.

(203) Il s'agit du célèbre conflit entre le gouvernement et la division de marine populaire (Volksmarinedivision) qui est cantonnée au château et au Marstall (écuries royales) et à laquelle les autorités refusent de verser la solde tant qu'elle n'aura pas réduit ses effectifs de 3.000 à 600. Ayant évacué le château le 23 décembre, les marins se rendent à la chancellerie pour réclamer leur solde, et ne trouvant pas Ebert, "*ferment les portes, bloquent le central téléphonique et marchent sur la Kommandantur*"; "les forces de l'ordre" interviennent, et il y a trois morts et de nombreux blessés. La chancellerie est reprise, mais les marins se replient sur le Marstall avec des otages. Sous prétexte de délivrer ceux-ci, le Marstall est encerclé et bombardé pendant deux heures le 24 décembre au matin. "*Le bruit de la canonnade a alerté les ouvriers berlinois qui se rassemblent dans les quartiers et marchent vers le centre*"... "*en un clin d'œil le barrage est rompu et la foule se précipite en hurlant dans le dos des cavaliers de la Garde postés devant le Marstall*" (citations de "Révolution en Allemagne" de P. Broué, Ed. de Minuit). Les officiers et le gouvernement sont contraints de céder.

(204) La division de marine, par exemple, s'était "*jointe au défilé des spartakistes et de la Ligue des soldats rouges le 21 décembre*" et c'est cette radicalisation qui détermina le gouvernement à la dissoudre.

(205) La question de l'adhésion à Moscou avait fait l'objet d'un débat animé. Hilferding avait estimé que ni la tentative de Bruxelles, discréditée par l'adhésion des réformistes à la guerre impérialiste, ni celle de Moscou n'étaient des solutions satisfaisantes du problème de la reconstruction de l'Internationale, parce que l'I.C. avait "*un caractère communiste, sectaire et n'avait aucune chance de regrouper les grandes masses populaires de l'Occident industriel, décisives pour la lutte socialiste*". Il avait donc laissé la porte ouverte à des pourparlers avec les... deux Internationales, *mises sur le même plan*.

Au nom de la gauche indépendante, Stöcker avait proposé une adhésion à Moscou, accompagnée d'un engagement à obtenir que "*les partis social-révolutionnaires*" (sans autre précision!) "*de tous les pays*" y adhèrent. Ledebour avait mis un peu d'eau dans le vinaigre d'Hilferding, en proposant les habitués pourparlers "*avec toute organisation social-révolutionnaire quelle qu'elle soit, pourvu qu'elle se déclare pour l'organisation des conseils et la dictature du prolétariat*". C'est une motion de compromis qui fut adoptée et nous en avons cité quelques passages. Pour montrer le sérieux de la "gauche" indépendante, il suffira de noter qu'au II^e Congrès de Moscou, Stöcker défendra "*la pratique entièrement révolutionnaire de son parti*", exaltera "*le développement théorique*" réalisé par lui depuis 1918 et promettra un rapprochement avec le K.P.D., maintenant que celui-ci s'est "*placé clairement sur des positions marxistes (!!)*". Le même Stöcker sera en outre de ceux qui déclareront qu'"*ils peuvent très bien imaginer des*

situations où les mesures terroristes seront inévitables”, mais qu'ils ne peuvent faire de la terreur une norme de la pratique “révolutionnaire”!

(206) Cf. 13 - “Premières tentatives de contacts internationaux”.

(207) Dans le même numéro, la rédaction avait ajouté à un article très critique de F. Misiano sur l'U.S.P.D. la note suivante: “*Le seul point sur lequel nous soyons en désaccord avec l'auteur de cet article est la grande différence qu'il y aurait, selon lui, entre les Indépendants et les maximalistes électoralistes-unitaires italiens*”.

(208) Elle est reproduite dans “Die kommunistische Internationale”, No 9, p. 152 et suivantes.

(209) Lénine, œuvres, tome 30, pp. 348-355.

(210) Cf. aussi les deux articles: “La pensée du Parti indépendant allemand” et la première partie de “La situation en Allemagne et le mouvement communiste” parus dans “Il Soviet” respectivement le 25 avril et le 11 juin 1920. La géniale proposition de permettre à Kautsky et à d'autres dirigeants Indépendants de rejoindre les majoritaires au gouvernement après le putsch de Kapp, mais en les obligeant auparavant à quitter le parti, y est clouée au pilori comme elle le mérite.

(211) Ce jugement fut amplement confirmé lorsqu'un an seulement après l'entrée de cette “gauche” dans le K.P.D. en décembre 1920, ses principaux dirigeants quittèrent leur nouveau parti et beaucoup plus tard, quand les comparses qui y étaient restés, les Thälmann et Cie, servirent d'hommes de main au stalinisme pour liquider le mouvement communiste international. C'est à ce titre que, quand ils auront été à leur tour frappés par le nazisme, Moscou les placera dans le panthéon des saints martyrs de la contre-révolution.

(212) Cette invitation sera répétée les 27 mai, 2 juin et 15 juillet 1920, mais adressée cette fois uniquement aux membres de l'U.S.P.D., et enfin “courtoisement” acceptée (Cf. “Die kommunistische Internationale”, No 12, pp. 324-26).

(213) Dirigé par Humbert-Droz qui, lui aussi (mais peu importe ici), se montrera bien vite incapable de finir dans la peau d'un marxiste.

(214) Que les bolcheviks aient considéré avec un optimisme excessif, quoique compréhensible pour les raisons indiquées ci-dessus, les délibérations du Congrès de Leipzig ressort clairement (entre autres) du discours de Lénine “En l'honneur de l'anniversaire de la IIIe Internationale” (Œuvre, tome 30, p. 429) disant que “*même les chefs*” de l'U.S.P.D. et de la S.F.I.O. “*se voient contraints de reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets*”, “*parce que les masses ouvrières, qui manifestent leur présence, les y obligent*”. Loin d'être “*le dernier coup décisif porté à la IIe Internationale*”, cette reconnaissance était en réalité l'ultime moyen de la sauver, ne fût-ce que sous la forme de l'Internationale Deux et demie.

(215) “A propos d'une brochure de Junius” (dans “Contre le courant”, traduction Serge et Parijanine, Maspéro, 1970).

(216) Ce phénomène est à ce point collectif qu'il concerne également Trotsky avant son entrée dans le parti bolchevik et sa magnifique renaissance ultérieure. Le centrisme des Indépendants, la répugnance de la grande majorité des délégués à Zimmerwald et à Kienthal, les Spartakistes et Trotsky y compris, à rompre avec lui ne firent pas plier Lénine et son petit groupe, mais ils le conditionnèrent *sur le plan organisatif* (de la même façon que l'anti-bellicisme du Parti Socialiste Italien, puis sa prompte adhésion à l'I.C., conditionna la Gauche communiste sur ce plan) en l'obligeant à signer un manifeste en commun avec un Modigliani et un Ledebour.

(217) Cité dans Trotsky, “L'Internationale Communiste après Lénine”, PUF, 1969, p. 257.

(218) Nous suivons le texte officiel du “Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)” (Rapport sur le congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne), 1919.

(219) Cf. “Révolution et contre-révolution en Allemagne” (ch. XVIII).

(220) Radek rappelle que Knieff lui avait fait part de ses doutes sur la possibilité de se fondre avec les spartakistes: “*Ce ne sont pas des léninistes; ils sont pour la centralisation (!)*” - ce qui est d'autant plus stupéfiant que le Spartakusbund avait et revendiquait une structure *constitutionnellement* élastique et, si on la compare au centralisme bolchevik, quasi fédéraliste. L'ébahissement de Radek n'eut d'égal que celui

qu'il avait éprouvé devant le refus par principe de la terreur chez Rosa Luxembourg, qui s'indignait du fait qu'un vieux camarade de lutte comme Dzerjinsky ait pu accepter de diriger... la Tchéka!

(221) On ne peut pas lire sans horreur ce récit, dont l'auteur, l'ex-communiste A. Rosenberg, ne se scandalise guère:

“Les évènements des dernières semaines avaient convaincu de nombreux ouvriers et permanents du parti socialiste majoritaire qu'on ne pouvait aboutir à rien sans un pouvoir armé. C'est ainsi que se formèrent à Berlin de nombreux corps de volontaires composés presque exclusivement d'ouvriers socialistes majoritaires. Kuttner, le rédacteur du “Vorwärts”, fut un de ceux qui s'occupèrent le plus activement de la constitution de ces troupes. Les volontaires socialistes furent organisés en trois régiments, qui entreprirent de lutter contre les Spartakistes”. (D'après A. Rosenberg, “Storia della Repubblica tedesca”, trad. it., Rome, 1945, p. 72.)

(222) On connaît le télégramme anxieux de Lénine indiquant les mesures élémentaires et indispensables qui doivent être prises, mais qui ne le seront jamais, ne serait-ce qu'en raison du manque de temps.

(223) Dans “Les leçons d'octobre”.

(224) Par contre, les “Thèses de Rome” de 1922 montrent bien avec quelle clarté la Gauche “italienne” posait le problème de la préparation révolutionnaire dans une double perspective, offensive et défensive, l'une n'excluant pas mécaniquement l'autre, mais les deux devant être considérées dans leurs différents effets sans que la disposition naturelle du Parti à l'attaque en soit jamais diminuée. (Le lecteur trouvera les “Thèses de Rome” dans notre brochure “Défense de la continuité du programme communiste”.)

(225) Dans son article fameux “L'ordre règne à Berlin”, ne disait-elle pas:

“Il a manqué une direction, mais la direction peut et doit être créée ex-novo par les masses seules, et dans les masses: les masses sont l'élément décisif, elles sont le roc sur lequel on bâtit la victoire de la révolution!”?

(226) Lettre reproduite dans “November. Eine kleine Seite aus meinen Erinnerungen”. Dans “Archiv für Sozialgeschichte”, 1962, pp. 138 sq.

(227) Cf. “Le parti communiste allemand”, dans “Il soviét” du 11 avril 1920.

(228) Nous citons d'après “Bericht über den II. Parteitag der KPD(S) vom 20. bis 24. Oktober 1919”.

(229) Cf. “Les tendances au sein de la III^e Internationale”, article de “Il soviét” du 23 mai 1920.

(230) “Bericht zum Kongress der Kommunistischen Internationale”, Hambourg, 1921, pp. 23-24. Il s'agit d'un cas typique d'interprétation pro domo du point 16 des “Thèses sur les tâches fondamentales du II^e Congrès de l'I.C.” rédigées par Lénine. Voici ce qui est dit dans ces thèses aux communistes qui “se trouvent actuellement en minorité aux postes responsables des partis qui ont rompu avec la II^e Internationale et entendent se rapprocher de la III^e”: “Compte tenu des sympathies sincères sans cesse croissantes à l'égard du communisme que manifestent les ouvriers membres de ces partis, il n'est pas souhaitable que les communistes les quittent tant qu'il leur est possible d'y mener une action pour y faire reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets, et de s'y livrer à la critique des opportunistes et des centristes qui y demeurent”. (Lénine, *Œuvres*, tome XXXI, p. 201.) C'est une directive dictée par une nécessité contingente, et en aucun cas une solution considérée comme idéale en général, et en particulier pour les “périodes révolutionnaires”. C'est une reconnaissance de la faiblesse du mouvement ouvrier dans la plupart des pays européens, et en aucun cas de sa force.

(231) Cf. “Les tendances au sein de la III^e Internationale”.

(232) Cité par P. Broué, dans “Révolution en Allemagne (1919-23)”. Les Editions de Minuit, p. 347.

(233) Nous citons d'après le volume VII/I des “Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung”, Berlin, 1966.

(234) L'accord, signé également par deux délégués communistes, prévoyait que “dans une première étape, les ouvriers garderont sous les armes des troupes aux effectifs limités [un embryon d'armée rouge s'était constitué dans la Ruhr], contrôlées par les autorités qui les reconnaîtront comme forces auxiliaires de police. En tout état de cause, les combats devront prendre fin immédiatement.” (In Broué, cit. p. 361.)

Accueilli avec une violente hostilité par la base, cet accord sera immédiatement violé par les “autorités” et il sera trop tard pour réagir.

(235) Cf. “Die kommunistische Internationale”, N° 12/1920. Quant à Lévi qui est sorti de prison, son jugement est sévère pour la passivité de la Centrale, mais beaucoup plus nuancé et possibiliste en ce qui concerne le mot d'ordre d’“opposition loyale”, qu'il considère comme la conséquence logique de l'erreur de départ. D'ailleurs, le 16 mars, il affirme que si on lançait les mots d'ordre suivant: 1) armement du prolétariat pour la sûreté de la république; 2) capitulation sans conditions de Kapp et Lüttwitz; 3) arrestation immédiate et procès de Kapp et Lüttwitz devant un tribunal d'exception, et si l'on obtenait satisfaction sur ces points, “le prolétariat deviendrait le pilier de la république, et le nouveau gouvernement, quel que soit son nom, ne serait qu'une étiquette recouvrant un changement radical dans les rapports entre les anciennes forces sociales; alors, après six mois de *développement normal*, nous aurions la république des Soviets.” Cette thèse était un mélange de gradualisme *bien réel* et de radicalisme abstrait.

Le IVe congrès du K.P.D., tenu à Berlin les 14 et 15 avril, donnera sans doute un coup de barre salutaire, mais il révélera aussi une horreur désormais invétérée pour les manifestations de violence prolétarienne instinctive, démentant d'une part les “calomnies bourgeoises” sur les sabotages, vols, pillages perpétrés pendant les journées de mars, mais rappelant d'autre part les héroïques ouvriers de la Ruhr à l’“autodiscipline”, ce qui revenait à donner à ces calomnies une apparence de vérité.

(236) Sur les Indépendants et sur leurs manœuvres acrobatiques pour garder un pied dans le gouvernement et un autre dehors à seule fin de mieux fourvoyer les prolétaires, on lira les articles “La pensée des Indépendants” et “La situation en Allemagne et le mouvement communiste”.

(237) Il est caractéristique que dans l'Internationale déclinante, aucun courant ne nous ait paru plus équivoque que la prétendue “gauche” allemande, cancanière, manœuvrière et faisant de la politique une question d'individus.

(238) On remarquera une fois de plus que Lénine rattache toujours les questions de tactique aux questions de principe. Par ailleurs, l'équation Henderson - Scheidemann et Snowden - Crispian montre qu'en donnant aux communistes anglais la directive (d'ailleurs discutable et discutée par nous) d'adhérer au Labour Party et même d'appuyer un gouvernement travailliste contre les conservateurs, Lénine attendait d'eux qu'ils contribuent à le faire sauter.

(239) On remarquera ce que Lénine appelle un “compromis”: simplement ne pas prétendre faire la révolution prolétarienne quand les conditions *objectives* de celle-ci font défaut, et le dire.

(240) “Thèses sur la tactique” présentées au IIe Congrès du Parti Communiste d'Italie, & 33; cf. “Défense de la continuité du programme communiste”, cit., pp. 52-53.

(241) “Il Comunista” du 6-2-1921. Reproduit dans notre brochure “Communisme et fascisme”, pp. 35 sq.

(242) Cf. surtout le discours de Paul Lévi, “Bericht über den 4. Parteitag” etc., pp. 51 sq.

(243) Cf. dans “Il soviet” du 20 octobre 1920, ce commentaire de la scission de l'U.S.P.D. et de la prochaine fusion de son aile gauche (la majorité du parti!) avec le K.P.D.: “*Cette réunion de deux partis en un seul, cette fusion, ne peut être acceptée que comme quelque chose d'exceptionnel, qui n'est admissible que dans la phase de constitution de l'Internationale Communiste. Ce que nous devons hériter du II° Congrès, c'est l'organisation du mouvement communiste dans tous les pays, après quoi on ne pourra plus admettre d'autre type d'adhésion à la III° Internationale que l'adhésion individuelle normale aux Partis qui en constitueront les sections dans les différents pays*”. Malheureusement cette norme saine a été bientôt abandonnée au profit du procédé qui aurait dû rester l'exception.

(244) Cf. “Les tendances au sein de la III° Internationale” et “Le Parti communiste allemand”.

(245) A propos des groupes d'entreprise “*Betriebsorganisationen*” qui formaient la base des organisations syndicales de l’“opposition communiste”, “Il Soviet” observait qu'ils ne sont plus “*des organes économiques, du fait même que tous les ouvriers n'y ont pas accès*”, et qu'ils “*ne sont pas encore des organes politiques*”, ce qui contredit l'affirmation selon laquelle ils “*conduisent tout le prolétariat sur la véritable voie révolutionnaire*”. (Cf. “La situation en Allemagne et le mouvement communiste”.) En effet, le programme d'une de ces Unions affirmait explicitement que les groupes d'entreprise qu'elle réunissait n'étaient “*ni un parti politique ni un syndical*”.

(246) Cf. également “La situation en Allemagne et le mouvement communiste”.

(247) Il est impossible de donner un tableau même approximatif des innombrables “Unions” surgies en opposition à la grande confédération réformiste et s’inspirant toutes d’une manière ou d’une autre des notions-clés de l’immédiatisme. Comme en témoigne le statut d’août 1919 de l’A.A.U., elles prétendaient toutes que le “pur système des conseils” dont elles étaient la base et le point de départ serait l’organisation économique typique de la nouvelle société. Les groupes d’entreprise qu’elles rassemblaient étaient composés d’ouvriers et d’employés élisant des délégués à l’échelon supérieur. On trouve tous les renseignements concernant ces organisations bigarrées dans l’appendice de “Syndikalismus und Linkskommunismus” von 1918-1958 de H.M. Bock, Melsenhelm a.G. 1969.

(248) Cf. K.M. Bock, cit., p. 289.

(249) Cf. H.M. Bock, cit., pp. 397 et 405.

(250) Cf. en particulier les trois articles sur l’Allemagne dans l’appendice: “La situation en Allemagne et le mouvement communiste”, “Le Parti Communiste allemand” et “La pensée du Parti indépendant allemand”.

(251) Le nouveau programme de l’A.A.U.D., voté à la conférence nationale de Leipzig des 12-14 décembre, montre bien qu’elle était devenue, surtout du fait des Berlinoises, une sorte d’organisation parallèle du K.A.P.D. Certes, elle nie que l’existence des partis politiques soit justifiée, “*car le développement historique conduit à leur dissolution*”; mais par ailleurs, elle déclare qu’elle ne luttera pas “*contre l’organisation politique du K.A.P.D. qui partage son but et ses méthodes de combat, et qu’elle se propose même d’agir en accord avec lui dans la lutte révolutionnaire*”. Le but, c’est “*la société sans classes, et la première étape qui y conduit est la dictature du prolétariat, c’est-à-dire la suprématie exclusive de la volonté du prolétariat sur celle de toutes les organisations politiques et économiques de la société, et son affirmation au moyen de l’institution des conseils*”. Quant à “*l’affirmation graduelle de l’idée des conseils*”, elle s’identifie avec le “*développement progressif de la conscience de soi de la classe prolétarienne*”. En s’appuyant sur les organisations illégales d’entreprise, l’A.A.U.D. se charge de la “*révolution dans l’usine*” et se propose de veiller à ce que “*le pouvoir politique soit toujours exercé uniquement par l’Exécutif des conseils*”, dont les délégués, révocables à tout moment, sont les seuls “*dictateurs*” au sens étroit du terme, c’est-à-dire des “*chefs*”, mais uniquement dans le sens de “*conseillers*” (*Berater*). De tout ce fatras, il ressort clairement que l’A.A.U.D. n’est qu’une simple doublure du K.A.P.D. dont elle approuve entièrement les bases programmatiques. (Cf. in Bock, cit., pp. 395-396, la motion de Leipzig.)

(252) Cf. en appendice “Les tendances au sein de la IIIe Internationale”.

(253) Ibidem, “Le Parti Communiste allemand”.

(254) Cf. l’appendice ci-dessous et notre brochure *Parti et classe* (textes de 1921-1922) qui non seulement rétablit la conception marxiste des rapports entre l’un et l’autre, mais explique à *quelles conditions* le parti peut exercer une influence réelle sur la classe dont il est l’organe de combat révolutionnaire.

(255) “Der historische Materialismus, für Arbeiter erklärt” von H. Gorter, Stuttgart, 1909.

(256) “Weltrevolution und kommunistische Taktik” in “Der Kommunismus”, n° 28-29, août 1920. Les autres citations de Pannekoek sont également tirées de cet article, ou encore de “Der neue Blanquismus”, in “Der Kommunismus”, Brème 1920, n° 27. De Gorter, nous citons des extraits de la brochure “Réponse à Lénine” (cf. en français, l’édition Librairie Ouvrière, 1930).

(257) Cf. “Die Spaltung der KPD” (Spartakusbund, Francfort, 1920). Pour une analyse plus complète de la pensée de Gorter et de Pannekoek, cf. “Gorter, Lénine et la Gauche” dans “Programme communiste”, No 53-54 (octobre 1971 - mars 1972) et “Sur Anton Pannekoek: Marxisme contre idéalisme, ou le parti contre les sectes” dans le même organe, N° 56 (Juillet-Septembre 1972).

(258) “*Exprimer en toutes circonstances l’autonomie de l’ensemble des adhérents, tel est le principe fondamental d’un parti qui n’est pas un parti au sens traditionnel.*” Le lecteur qui a lu attentivement ces pages a déjà compris qu’on ne fait ici que revenir d’une part à Bakounine, d’autre part à Proudhon, bref à la vieille polémique contre l’“autorité”, le “Conseil général”, la “dictature de Marx”, etc.

(259) C'est au contraire avec le gramscisme (que le docte Italien Corvisieri identifie pourtant avec le léninisme!) que le kaapédisme a non seulement un, mais plusieurs points de contact. Certains prétendent pourtant justifier l'équation abstentionnistes italiens = tribunistes et conseillistes par ce bel argument: "Il Soviet" a bien publié des articles de Pannekoek - Gorter!!! Mais "Il Soviet" a également publié "à titre d'information et de discussion" des articles de Lukacs et de bien d'autres, pourvu qu'ils aient été importants, tout en précisant qu'il ne pouvait pas "reprendre à son compte toutes les affirmations qui y sont contenues". Ce faisant, il agissait exactement comme toutes les revues officielles du Komintern: devrions nous accuser pour autant l'Exécutif de l'I.C. de... maladie tribuniste, ou encore imputer à Lénine des tendances... pannekoekiennes sous prétexte que dans "L'État et la Révolution", il a utilisé certains arguments de Pannekoek contre Kautsky? De la même façon, nous nous sommes, nous aussi, servis de certains de ses arguments pratiques en faveur de l'abstentionnisme, tout en gardant nos divergences de principe. La seule différence est que Lénine permit à Radek de qualifier le théoricien hollandais du kaapédisme d'"esprit le plus clair du socialisme occidental", ce qui aggravait uniquement le cas... de Lénine (!). En raisonnant de cette façon, on pourrait aussi bien attribuer allègrement à l'"Ordine nuovo" une tendance à l'abstentionnisme, sous prétexte qu'il accueillait bien dans ses colonnes des articles de... Sylvia Pankhurst! A quoi bon demander de la pudeur aux historiens opportunistes? Les Italiens Lepre-Levrero ne déduisent-ils pas du fait que "Il Soviet" reconnaissait que le K.A.P.D. était plus combatif que le K.P.D., que "nos préférences" allaient au premier?! Ils oublient que des réserves tout aussi essentielles que les nôtres n'avaient nullement empêché Lénine d'écrire dans "la Maladie infantile":

"Dans la mesure où j'ai pu examiner les journaux des communistes de gauche et des communistes en général en Allemagne, je remarque que les premiers ont sur les seconds l'avantage de mieux savoir mener l'agitation dans les masses"!

(260) Cf. "La lettre à Lénine", reproduite en appendice.

(261) Cf. "Les tendances au sein de la III^e Internationale", *ibidem*.

(262) Nous ne pouvons pas suivre ici toute l'histoire des rapports entre le K.A.P.D. et l'I.C. Convaincu de se situer "sans réserves sur le terrain de la III^e Internationale", le K.A.P.D. envoya à Moscou une première mission en mai et une seconde en juillet 1920, mais lorsque les délégués Rühle et Merges eurent lu les "Conditions d'admission" ils ne voulurent même pas assister au II^e Congrès et repartirent en tonnant contre la dictature du parti et de ses chefs. Rühle et Laufenberg-Wolffheim ayant été expulsés au cours de la même année, une nouvelle délégation, conduite cette fois par Gorter qui, entre temps, avait écrit la tristement célèbre "Réponse à Lénine", se heurte à Zinoviev et à Trotsky à l'Exécutif de novembre 1920 (la brillante critique des positions du K.A.P.D. constitué le même mois a été publiée en appendice à l'édition italienne de la "Réponse à Lénine", Rome, 1970). Cette délégation obtint toutefois l'admission provisoire du KAPD à l'Internationale comme "parti sympathisant avec voix consultative", après avoir acquiescé à la demande réitérée de l'I.C. d'entreprendre des démarches en vue de réintégrer le K.P.D. Au même moment une des "Unions" de la F.A.U. anarcho-syndicaliste, la "Libre Union des Travailleurs de Gelsenkirchen", était accueillie dans l'Internationale Syndicale Rouge.

Malgré tout, la rupture eut lieu au III^e Congrès mondial (juillet 1921), le Komintern ayant reconnu que tous les efforts pour redresser le KAPD étaient désormais vains et le KAPD s'étant convaincu de son côté du fait que "l'idée de créer une opposition au sein de la III^e Internationale est une illusion.". En septembre 1921, il jeta donc les bases d'une nouvelle Internationale, "l'Internationale Ouvrière Communiste", (en allemand *Kommunistische Arbeiter Internationale* ou K.A.I.). Celle-ci approuva en août 1922 des thèses proclamant que la III^e Internationale "création russe" et en conséquence ... demi-prolétarienne seulement, avait été "dès l'origine en partie contre-révolutionnaire" et de ce fait avait "amené non pas à la victoire, mais à la défaite du prolétariat même dans les pays européens". Après quoi lesdites thèses reprenaient toutes les idées dont nous avons déjà parlé à propos du KAPD allemand. Étant donnés ces faits, il est tout à fait naturel que les représentants de ce courant aient abouti par divers chemins soit au démocratisme pur, soit à l'anarchisme: ils n'avaient pas "le choix"!

(263) C'est à Brême que, déjà avant la guerre, militaient les "gauchistes" Frölich, Knief, Pannekoek etc... Quant à Gorter il fut membre du bureau de l'I.C. à Amsterdam en 1919-20.

(264) Le lecteur trouvera exposée en détail et dans son développement historique réel la théorie de la révolution double, que Lénine appliquait de toute évidence à la Russie arriérée et non à l'Occident avancé, dans l'article "Critique de la théorie de la révolution permanente", in "Programme Communiste", n^o 57.

(265) *Bien entendu*, Lénine (c'est-à-dire le bolchevisme) défendait *déjà* ces positions, même dans la révolution double de Russie. Il n'empêche qu'il a toujours défini le régime soviétique, même après la victoire d'Octobre, comme une "dictature démocratique du prolétariat et des paysans", dans ce sens que le prolétariat ne pouvait espérer s'y maintenir au pouvoir sans faire aucune concession économique à la paysannerie produisant *pour le marché*. Il n'empêche également que "La Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité" ratifiée par le 3e Congrès pan-russe des soviets (janvier 1918) présente, en dépit de caractéristiques *déjà socialistes*, des *analogies* avec les Constitutions historiques des révolutions anglaise et française, dans ce sens qu'elle parle encore du "peuple" et de ses "droits", chose qui n'aurait même pas été concevable dans une révolution purement prolétarienne et socialiste (Cf. "L'Économie russe d'octobre à nos jours", par. "Révolutions et Constitutions bourgeoises", p. 21, Ed. "Programme Communiste"). C'est dans ce sens que la Gauche "Italienne" exigeait "une plus grande intransigeance" en Occident

(266) Il suffit de rappeler aux "historiens" qu'une des premières publications du P.C. d'Italie dirigé par la Gauche a été la brochure "La Question agraire" d'A. Bordiga qui analyse à fond les différentes couches sociales de la paysannerie, ainsi que les différentes tactiques que le parti doit appliquer dans tous les cas où il peut s'assurer soit leur appui soit au moins leur neutralité, alors que dans d'autres cas il doit au contraire exclure ces deux possibilités.

(267) Comme on l'a vu, c'était aussi la préoccupation de Lénine, mais sa lettre n'était pas connue alors.

(268) Organe des communistes allemands.

(269) Compris dans un sens plus large que ne le faisaient les bolcheviks, puisque comme on l'a vu, nous y incluons les maximalistes Italiens et les indépendants allemands.

(270) Elle a été longuement exposée dans le volume 1 de "Storia della Sinistra comunista" dont un copieux résumé en français a paru dans les N° 28 et 29 (1964) et 31, 32 et 33 (1965) de "Programme Communiste".

(271) La longue lettre de l'Exécutif aux I.W.W., en janvier 1920, les thèses et les discours au IIe Congrès en juillet-août, témoignent de l'effort patient et tenace déployé pour convaincre ces généreux prolétaires de ce que "*le parti politique et l'organisation économique doivent marcher du même pas vers le but commun: l'abolition du capitalisme au moyen de la dictature du prolétariat et des Soviets, pour supprimer les classes et l'État*".

(272) Durant le Premier Congrès, le délégué de l'Autriche fut - avec les Balkaniques, les Finlandais, les Hongrois, les Suisses et les Scandinaves - un des plus chauds partisans de la fondation immédiate de l'Internationale (sur laquelle nous étions également d'accord). Mais son jugement hyper-optimiste sur la situation générale en Europe correspondait à l'immaturité théorique d'un mouvement qui, en cette même année 1919, se lancera dans des putschs aventureux, aussitôt suivis de répressions qui feront de dangereuses coupes sombres dans ses rangs.

(273) La présente étude constitue le ch. 5 du volume 2 de "Storia della Sinistra" qui vient d'être publié en Italie par notre parti. L'étude du IIe Congrès constitue le ch. 9 dont la traduction sera publiée dans les deux prochains numéros de "Programme Communiste".

(274) Tiré d'un "opuscule de 1918" cité par Lénine au début de son discours sur "L'impôt en nature", 1921. La traduction que nous donnons ici suit de plus près l'original que la traduction officielle. (Cf. Lénine, "Œuvres complètes", vol. XXXII.)

(275) On verra dans le prochain numéro comment nous avons obtenu au IIe Congrès que les "conditions d'admission" à l'Internationale soient rendues plus sévères.

(276) "Le Soviet" du 28 mars publia le programme abstentionniste du parti belge et une brève note approuvant les critiques adressées aux indépendants allemands par le journal suisse "Le Phare" parut dans le numéro du 15 février. En ce qui concerne les abstentionnistes anglais, nous avons déjà mentionné ci-dessus la note du "Soviet" du 20 octobre 1919. Quant à notre critique des I.W.W. et des déléonistes, elle rentrait dans le cadre de celle que nous faisons de l'ordinovisme. Enfin, si "Le Soviet" a publié un article de Lukacs, dans un but d'information et de discussion, il dit clairement que cela n'impliquait nullement une adhésion totale aux thèses qui y étaient exposées.

(277) Korsch avait adhéré à l'U.S.P.D. en 1917 et au V.K.P.D. en 1920. En octobre 1923, il entra dans le gouvernement social-démocrate de Thuringe comme ministre de la justice aux côtés de deux autres députés communistes. Député au Reichstag de 1924 à 1928, il fut délégué au Ve Congrès de l'I.C. (1924)

et exclu en 1926 comme “ultra-gauchiste”. C'est alors qu'il fit à la Gauche d'Italie la proposition ci-dessus mentionnée, à laquelle Amadeo Bordiga répondit le 28 octobre 1926, par une lettre en “cinq points” dans laquelle il repoussait la définition de la révolution russe comme “révolution bourgeoise” pure et simple donnée par Korsch; condamnait la tactique qu'il proposait comme “trop élastique”; refusait de “condamner la récente soumission” de l'opposition russe comme une trahison, autant que de se solidariser “inconditionnellement” avec toutes les positions qu'elle avait prises; estimait que la politique de scission préconisée par Korsch donnerait aux adversaires de la “bolchevisation” “des possibilités encore moindres de modifier le cours de la lutte de classe” que le fait de rester dans les partis sans renoncer à “dénoncer l'orientation qui y prévaut” et enfin repoussait la moindre solidarité avec des éléments “ayant eu des coresponsabilités récentes dans des directions de droite ou du centre” et passés à l'opposition uniquement à cause de “l'impossibilité de conserver la direction d'un parti en accord avec le centre international”, comme par ex. Ruth Fisher et Cie en Allemagne. Nous publierons d'ailleurs cette lettre, assortie de l'indispensable commentaire, dans un numéro ultérieur de cette revue.

(278) Cf. En appendice, “Le Parti communiste allemand”.

(279) Cf. “A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne”, in “Programme Communiste”, N° 55, avril-juin 1972.

(280) Les deux textes sont reproduits dans l'appendice.

(281) Cf. dans l'appendice l'article “Lénine et l'abstentionnisme”.

(282) Idéologie qui, comme nous l'avons amplement montré ci-dessus, constituait tout autant que le “socialisme parlementaire” une négation du “problème fondamental de la conquête révolutionnaire du pouvoir”.

(283) Le fait que dans le parti hollandais, des militants aient eu des divergences avec les conceptions théoriques et tactiques de Pannekoek et Gorter est confirmé par la lettre du 30 Juin de D.I. Wijnkoop à Lénine reproduite en annexe à “La Maladie infantile” et par les déclarations de celui-ci au IIe Congrès où il était délégué.

(284) Cf. “Les tendances au sein de la IIIe Internationale” en appendice.

(285) Cette formule n'était guère satisfaisante, et “Le Soviet” du 25 avril la commentait en disant: “Nous pensons que l'unité doit être une unité de principes et d'action”. A ce propos, Lénine que l'opportunisme se plaît à présenter comme le “politicien” qui ne s'embarrasse pas de “dogmes” ni de théories (!) dira aux Indépendants au IIe Congrès: je ne conteste pas votre désir d’*agir en révolutionnaires*”; “je dis que vous ne savez pas penser en révolutionnaires”. Les “Œuvres complètes”, XXI, p. 258 traduisent le “*denken*” de Lénine par “raisonner”). Qui donc, Messieurs les opportunistes, était avec Lénine, les “talmudistes”, les “dogmatiques”, ou les “innovateurs”, les hommes du “jour après jour”?

(286) Le texte donné par “Il Soviet” était emprunté à la traduction publiée dans l’*“Avanti !”*. Nous l'avons corrigé sur la base du protocole allemand du Congrès de Heidelberg.

(287) En réalité, la déclaration n'était pas de Lévy qui, de sa prison, avait au contraire critiqué sévèrement la passivité de la direction du K.P.D. le premier jour du putsch et son offre d’*“opposition loyale”* à un éventuel gouvernement socialiste. “Il Soviet” du 3 octobre s'excusa de l'erreur, mais ajouta que, de toute façon, “le point de vue exprimé par Lévy après sa libération (par exemple à l'assemblée de délégués d'usine rapportée par le “*Freiheit*” du 28 mars) consistait, malgré tout, à encourager la formation d'un gouvernement d'Indépendants et de social-démocrates, au besoin par des pourparlers, puisque la dictature du prolétariat n'était pas encore réalisable”.

(288) Peu avant le II° Congrès avaient été arrêtés en France Loriot, Monatte et Souvarine; en Angleterre, Sylvia Pankhurst.

(289) Lénine le rappela à Serrati et à Frossard qui raconte que Lénine l'attaqua en ces termes:

“On ne vous demande pas de faire la révolution tout de suite; ce qui compte, c'est la préparation révolutionnaire”.

(290) Toutes les citations sont tirées du “Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale”, Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint.

- (291) Lénine, “Œuvres”, vol. XXXI, pp. 186 et suivantes.
- (292) Nous préférons ce terme (“Andrang” dans le “Protokoll” allemand) à la traduction approximative par “volonté” dans les “Œuvres” en français.
- (293) “Exercice” dans les “Œuvres” en français.
- (294) Lénine, “Œuvres complètes”, XXXI, pp. 16-17.
- (295) Lénine, “Œuvres complètes”, vol. XXXI, pp. 15-16.
- (296) Lénine, “Œuvres complètes”, vol. XXXI, pp. 17-18.
- (297) Il est rare que l'...“antidogmatique” Lénine laisse passer une erreur théorique. A ces bizarres “communistes de gauche” qu'étaient les tribunistes hollandais qui disaient que “*lorsque le système de production capitaliste est désorganisé et que la société se trouve en état de révolution, l'action parlementaire perd peu à peu de sa valeur, si on la compare à l'action des masses elles-mêmes*”, il répondit dans cette “Maladie infantile” tant invoquée par les tartufes de l'opportunisme que cet argument est “*historiquement et politiquement faux*”, parce que “*l'action des masses - une grande grève, par exemple - est toujours plus importante que l'action parlementaire [souligné par Lénine] et pas seulement pendant la révolution ou dans une situation révolutionnaire*” (souligné par nous; cit. p. 56).
- Pour les tartufes en question au contraire, l'activité parlementaire est l'alpha et l'oméga et c'est elle que “l'action des masses” doit soutenir, quand tout va bien; quant à la “grande grève”, existe-t-elle encore sous leur règne béni?
- (298) Cité dans “La questione italiana al III Congresso de l'Internazionale comunista”, Roma, 1921, p. 11.
- (299) Cité dans “Comunismo” n° 20, 15-21 juillet 1920.
- (300) Cité, que dieu nous pardonne!, dans P. Spriano, “Storia del Partito Comunista Italiano”, Torino, 1967, p. 66.
- (301) Trotsky, “Terrorisme et communisme”, Appendice, 17 juin 1920.
- (302) “Lénine e l'Italia”, Moscou, 1971, p. 293. La séance avait été si instructive pour Lénine que, deux jours plus tard, il écrivit à Heller-Chiarini pour lui dire de rédiger “*une liste des documents les plus importants et [de faire] traduire les documents d'une extrême importance qui prouvent que les réformistes (en particulier Turati et Co.) n'acceptent ni la discipline ni les délibérations*”.
- (303) Il fut publié dans le numéro 1 de “Comunismo”, 3° année.
- (304) “Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale”, Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, p. 524.
- (305) Lorsque, au cours du congrès, Münzenberg s'éleva contre l'admission des Indépendants, qu'il croyait déjà décidée, Lénine s'écria avec indignation: “*Qui parle d'admettre l'U.S.P.D.?*” (“Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale”, Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, p. 306.)
- (306) D'après la lettre du bureau d'Amsterdam à l'I.L.P., reproduite dans “Il Soviet” du 25 avril 1920.
- (307) Lettre aux ouvriers anglais du 30 mai 1920, in Lénine, “Œuvres complètes”, vol. XXXI, p. 140.
- (308) Lénine, “Œuvres complètes”, vol. XXXI, p. 143.
- (309) Rosmer, “Moscou sous Lénine”, petite coll. Maspéro, I, p. 57. Pour le reste cf. “Comunismo”, 15-31 juillet 1920 et “Lénine e l'Italia”, Moscou, 1971.
- (310) L.-O. Frossard, “Le Parti socialiste et l'Internationale”, 1920.
- (311) Reproduit dans notre brochure “La question parlementaire dans l'Internationale communiste”.
- (312) “A propos du prochain Congrès International”, dans “Kommunistische Internationale”, 1/12, pp. 54 et suiv. La lettre de l'Exécutif du 26 juillet, signée par Zinoviev, Lénine, Rosmer, Serrati et Levi, ira plus loin dans les détails pratiques: changement d'orientation de la presse, constitution de cellules communistes dans les syndicats, subordination du groupe parlementaire à la direction, propagande dans l'armée, combinaison du travail illégal et du travail légal, rupture avec le réformisme, publication du

document lui-même (et j'en passe!). On relèvera que Serrati réclama aussi avec véhémence l'expulsion des francs-maçons, vieille plaie des partis socialistes; mais le P.S.I. lui-même avait-il rompu avec le réformisme, avait-il exercé une activité illégale, avait-il serré la bride au groupe parlementaire?

(313) A. Losovsky, "Der Internationale Rat der Fach- und Industrieverbände (Moskau gegen Amsterdam)". Hambourg, 1921, pp. 36 et suiv.

(314) La question était brûlante surtout en Amérique, où l'A.F.L. était effectivement une organisation de gangsters, à demi-raciste, jalouse gardienne des privilèges de l'aristocratie ouvrière et, en général, des travailleurs blancs, si bien que les combatifs "wobblies" répugnaient à en faire partie, et ils n'étaient pas les seuls.

(315) Comme on l'a déjà dit (chap. VIII), étant données les "conditions d'admission", les deux délégués du K.A.P.D. étaient déjà repartis.

(316) Nous nous référons au compte rendu publié dans les numéros du 2 septembre et 10 octobre de "Die Rote Fahne".

(317) Humbert-Droz, futur missus dominicus de l'Internationale décadente chargé de récupérer les centristes et sous-centristes de France et d'Italie, fut alors un des plus décidés parmi ceux qui demandèrent le durcissement des conditions d'admission, car, disait-il avec dégoût, "le centre est le vrai continuateur de l'esprit de la II^e Internationale". Grandeur du Moscou de l'époque, misère du Moscou de plus tard!

(318) Il ne faut pas oublier que la lettre de convocation du congrès pour le 15 (puis 19) juillet était adressée à "tous les partis, groupes et syndicats qui ont officiellement adhéré à l'I.C.", aux "groupes et organisations qui sont sur les positions de l'I.C., mais sont opposés aux partis communistes officiellement admis" à tous "les groupes des syndicalistes révolutionnaires, des I.W.W. et autres organisations avec lesquelles le Comité exécutif de l'I.C. est entré en rapport", ainsi qu'aux fédérations de jeunes et aux organisations féminines correspondantes. Tout cela ressemblait davantage à une mosaïque qu'à un ensemble organique ("Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale", Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, p. 2).

(319) Le délégué de notre Fraction arriva à Petrograd la veille de l'ouverture du Congrès, sur invitation de l'Exécutif, comme Polano pour la Fédération des jeunesses socialistes.

(320) Premier paragraphe des "Thèses sur la question nationale et coloniale".

(321) Cf. l'article "À propos du Congrès International Communiste", publié dans "Il Soviet" du 3-10-1920, et reproduit ci-dessous.

(322) Lénine, "Œuvres complètes", XXXI, pp. 221 à 241.

(323) Nous parlerons plus loin du paragraphe III. Dans ce passage, c'est nous qui soulignons. Tiré de Lénine, "Œuvres complètes", XXXI, pp. 186-204.

(324) "Moscou et la question italienne", dans "Rassegna comunista", 1/5, 30 juin 1921, p. 214.

(325) Cf. notre brochure Parti et Classe.

(326) II^o et III^o séances, 23 et 24 juillet. Cf. "Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale", Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, pp. 57-136. Les thèses ont été reproduites plus haut.

(327) 29 et 30 juillet. Cf. "Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale", Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, pp. 234-401. Le lecteur pourra trouver le texte complet des "Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste", pp. 39-41 des "Quatre premiers congrès mondiaux de l'I.C. - 1919-1923", Réimpression Maspéro, 1971.

(328) Voici les trois dernières "Conditions":

19. Tous les partis appartenant à l'Internationale communiste ou sollicitant leur adhésion sont tenus de convoquer le plus rapidement possible, mais au plus tard quatre mois après le II^o Congrès de l'Internationale communiste, un congrès extraordinaire afin d'examiner toutes ces conditions. Les organes centraux doivent veiller à ce que les décisions du II^o Congrès de l'Internationale soient portées à la connaissance de toutes les sections.

20. Les partis qui veulent adhérer à l'Internationale communiste, mais n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent veiller, avant leur admission dans l'Internationale, à ce que

les deux tiers au moins de leur comité central et des organes centraux les plus importants soient composés de camarades qui déjà avant le II^e Congrès s'étaient publiquement et clairement prononcés pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Des exceptions ne peuvent être admises qu'avec l'approbation du Comité exécutif de l'Internationale communiste. L'Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions également pour les représentants de la tendance centriste mentionnés au point 7.

21 . Les adhérents au parti qui rejettent par principe les conditions et les thèses formulées par l'Internationale communiste doivent être exclus.

Il en est de même des délégués au congrès extraordinaire.”

(329) Dans ce qui suit, les réponses à Cachin sont toujours de Rakovsky.

(330) On notera d'autre part les “exceptions” qui limitent les pouvoirs d'intervention discrétionnaires de l'Exécutif, et qui permettront, hélas, d'admettre hâtivement des groupes entiers de “convertis”.

(331) Ils connaissaient bien tous deux les traditions et les habitudes du P.S.F. dont la “base” était alors en grande partie sur le chemin de Damas.

(332) Bombacci et Polano avaient donné leur adhésion totale aux thèses. Ce dernier avait fait remarquer cependant qu'il était difficile “d'épurer le P.S.I., alors que par ailleurs on accepte des groupes opportunistes provenant de l'U.S.P.D. et du P.S.F.”. Quant au premier - volubile comme toujours - il avait ajouté qu'il fallait démembrer tout le parti, et ne pas s'en tenir aux Turati et aux Treves!

(333) Il est publié ci-dessous en appendice.

(334) Cf. “Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'I.C.” (fac-similé Maspero, 1971), pp. 66-69.

(335) Le lecteur est prié de se reporter aux “Quatre Premiers Congrès”, p. 67.

(336) Elle eut lieu pendant les séances du matin et de l'après-midi du 2 août 1920. (“Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale”, Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, pp. 404-442).

(337) Ce discours a été intégralement reproduit dans notre texte italien “O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale”, pp. 36-41.

(338) Ce rapport est reproduit dans notre brochure “La Question parlementaire dans l'I.C.”

(339) Pour la jeunesse socialiste italienne, Polano avait déjà donné son adhésion aux Thèses “participationnistes”, tout en déclarant qu'il interprétait ainsi la pensée d'une partie de ses camarades et non de la majorité; Serrati en avait fait autant en y reconnaissant les thèses soutenues par la majorité du Congrès de Bologne, sans perdre l'occasion de faire pour la énième fois l'apologie du groupe parlementaire socialiste qui, selon lui, appliquait loyalement la tactique du “parlementarisme révolutionnaire”. De son côté, Goldenberg proposa un amendement sur la nécessité de boycotter les institutions parlementaires en période révolutionnaire. Celui-ci faisait double emploi avec la proposition déjà explicitement contenue dans les Thèses de Lénine-Boukharine.

(340) Pris en lui-même, le terme est impropre: le syndicat ne doit pas tellement “devenir révolutionnaire” qu'être “transformé en arme de lutte par le parti politique de classe pour la révolution”.

(341) cf. l'appendice ci-dessous.

(342) Les thèses proclament à juste raison que ce qui est *révolutionnaire* n'est pas le *contrôle* en lui-même, mais la lutte pour le conquérir sous la direction du parti. Par contre, il y manque une critique des idéologies conseillistes qui faisaient une “conquête révolutionnaire” du contrôle de la production en régime bourgeois, ainsi qu'une claire analyse de la perspective (qui s'était déjà vérifiée en Allemagne et qui allait se vérifier en Italie sous les auspices de Giolitti) que la bourgeoisie accepte une forme de “contrôle syndical” sur l'industrie dans les intérêts de la conservation sociale et comme manœuvre de diversion réformiste (cf. dans l'appendice “Le contrôle syndical”). Les thèses tenaient donc pour acquis que la lutte pour le contrôle ouvrier ne pouvait pas ne pas se transformer en lutte pour le pouvoir.

(343) Mais, n'aurait-il pas mieux valu en tirer dès cette époque un jugement définitif sur la confusion du maximalisme et de son langage... unitaire?

(344) Cf. “Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale”, Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint, p. 629.

(345) Ceux-ci protestèrent en outre parce que dans la déclaration constitutive du Conseil international provisoire des Syndicats rouges, on condamnait *toute* éventuelle scission syndicale: les deux documents (cette déclaration et les thèses) ne concordaient en réalité pas complètement. On constata également, au cours du débat au Congrès, une différence de ton dans les discours de Radek et de Losovsky. C'était une preuve supplémentaire que la question n'avait pas été approfondie dans tous ses aspects complexes.

(346) Les thèses servent entre autres à démentir la légende actuellement répandue, selon laquelle elles auraient prêché “une obéissance de cadavre” aux directions syndicales opportunistes, et exclu *toute* scission, même imposée par le souci de réaliser l'organisation la plus étendue et la plus unitaire possible de tous les salariés, c'est-à-dire par le motif qui, en ligne générale, conduisait précisément à condamner la “scission” dans le domaine syndical.

(347) Évoquant dans son discours l'esprit “jingoïste” dominant dans l'aristocratie ouvrière anglaise et qui poussait le travailleur commun à “*voir dans l'aide aux insurrections des peuples asservis contre l'impérialisme britannique une trahison*”, Lénine ajouta que la tradition d'*indifférence* de la IIe Internationale à l'égard des mouvements coloniaux qui masquait une *hostilité de fait*, survivait (“*et nous devons le proclamer à haute voix*”) jusque dans la “*majorité des partis qui veulent adhérer à la troisième Internationale*”!

(348) cf. nos “Thèses de Lyon”, 1926, citées dans la brochure “Défense de la continuité du programme communiste” (Éditions Programme communiste).

(349) En d'autres termes, comme l'expliquent les thèses elles-mêmes, quand existe un parti communiste *indépendant* en mesure d'agir comme tel.

(350) On en trouve des extraits dans “Le Marxisme et l'Asie, 1858-1964”, de H. Carrère, Paris, 1965. La position originelle de Roy sera poussée à l'absurde par sultan Gallev avec sa théorie selon laquelle le seul véritable prolétariat se trouvait dans les pays sous-développés si bien qu'une “*dictature des colonies et semi-colonies*” sur les métropoles industrielles était nécessaire...

(351) Nous disons “en partie” parce que le problème n'est pas seulement celui de la *survivance* de révolutions victorieuses dans les aires arriérées, mais surtout celui des conditions de leur passage au communisme.

(352) Cela ressort également du ton ennuyé avec lequel Serrati qui présidait la séance invita un délégué à abrégé alors qu'il parlait des prolétaires de couleur en Amérique.

(353) Par exemple et surtout “Le communisme et la question nationale” (“Prometeo”, année I, N° 4, du 15-4-1924) et le par. 10 de la partie II des “Thèses de Lyon”.

(354) “*La thèse de l'Internationale communiste en faveur de la direction des mouvements de rébellion des colonies et des petits peuples contre les métropoles capitalistes par le parti communiste mondial et par son premier État apparaît (...) comme le résultat d'un vaste examen de la situation et d'une appréciation du processus révolutionnaire parfaitement conforme à notre programme marxiste (...). La méthode communiste ne dit pas banalement: les communistes doivent agir toujours et en tout lieu dans un sens opposé à la tendance nationale; cela ne signifierait rien et ne serait qu'une négation “métaphysique” du critère bourgeois. La méthode marxiste s'oppose à ce dernier de façon dialectique, c'est-à-dire qu'elle part des facteurs de classe pour juger et résoudre le problème national. L'appui aux mouvements coloniaux par exemple n'a, contrairement à ce que prétendait Serrati, rien de commun avec une collaboration des classes: en effet, c'est surtout aux partis communistes des métropoles qu'on a demandé d'appuyer les mouvements de rébellion coloniale, alors qu'on recommandait le développement autonome et indépendant du parti communiste (dans les colonies) afin qu'il soit prêt à dépasser ses alliés momentanés, grâce à une œuvre indépendante de formation idéologique et organisationnelle.*” (“Le communisme et question nationale”, dans: “Prometeo”, année I, N° 4, du 15-4-1924). On égarera trop vite cette boussole sûre.

(355) Bordiga, “La question agraire”, Libreria editrice del P.C. d'I., Roma, 1921, reproduite dans Reprint/Feltrinelli.

(356) Dans sa fougue... d'orthodoxie, Serrati classa *toute* la couche des petits paysans dans la catégorie des profiteurs de guerre qui s'étaient enrichis grâce au sang versé par les prolétaires sur le front; cela pouvait être vrai pour certains, mais faisait abstraction des innombrables sacrifices en vies humaines qui avaient été imposés à la population agricole par le massacre de 1914-18, ainsi que la large prolétarianisation

qui avait suivi. Cela suscita les protestations du jeune et ardent Lefebvre. Il est pourtant étrange que ce dernier n'ait même pas fait allusion en passant au conservatisme tenace et mesquin des paysans petits-propriétaires, surtout en France, ce qui était néanmoins conforme à l'humeur du Congrès. Bien entendu, ce n'était pas un motif pour les exclure de la vision que les communistes avaient de la lutte, mais c'était une raison suffisante pour ne pas traiter par-dessus la jambe le travail révolutionnaire dans les campagnes, qui est nécessairement difficile et "ambivalent". Sur ce point, Sokolnikov adressa à Graziadei, une juste remontrance, malheureusement à partir d'une perspective trop... idyllique concernant les rapports entre prolétariat victorieux et population agricole.

(357) Ceux-ci n'avaient d'ailleurs rien de beaucoup plus radical à proposer, puisque le programme agraire de 1919 de la Ligue Spartacus restait lui-même au-dessous des exigences du mouvement ouvrier dans les pays occidentaux de capitalisme avancé.

(358) L'exposition classique des aspects apparemment contradictoires de la tactique communiste à l'égard de la "classe paysanne" qui est très hétérogène se trouve dans "La question paysanne en Allemagne et en France" d'Engels, mais il existe aussi une puissante synthèse de la question dans "Extraits et commentaires critiques à "État et anarchie" de Bakounine" de Marx (in Karl Marx et Friedrich Engels, "Critica dell'anarchismo", Torino, 1972, (pp. 354-356), où le problème est lucidement relié à celui de la "succession des formes économiques" qui conditionne toute "révolution sociale radicale" et qu'on ne peut remplacer par la seule volonté.

(359) Cf. "Thèses de Lyon", dans "Défense de la continuité du programme communiste", (Editions Programme Communiste).

(360) Cf. dans l'Appendice ci-dessous "De Moscou à Florence", "Il Soviet" N° 25 du 17-10-1920.

(361) Cf. Lénine, "Œuvres complètes", XXXI, pp. 200-204.

(362) "L'extrémisme, maladie infantile du communisme", in Lénine, "Œuvres complètes", tome XXXI.

(363) Rosmer, "Moscou sous Lénine", petite coll. Maspéro, I, p. 67 (66).

(364) Interview à l'"Avanti!" du 24-8-1920. La délégation italienne observa que le texte primitif de Lénine pouvait passer pour une investiture de "L'Ordine nuovo", c'est-à-dire d'un groupe "rebelle" comme disaient Serrati, Graziadei et Bombacci, ou de la section de Turin, c'est-à-dire, comme s'en plaignait Polano, d'un noyau abstentionniste. C'est la préoccupation *unitaire* qui apparaît dans ces observations: notre délégué fut le seul à poser la question sur le terrain des principes en observant que l'idéologie particulière de "L'Ordine nuovo" (dont Lénine et Boukharine admettaient ne pas être bien informés) était en contradiction avec les thèses fondamentales du IIe Congrès. C'est pourquoi le texte fut revu comme on le verra plus loin. Cela n'empêche pas les historiens de parler d'"approbation de la motion ordinoviste", ni Rosmer de "rappeler" comment Bordiga ayant exposé les positions de l'ordinovisme avec une parfaite "honnêteté" à la demande de Lénine, celui-ci fut encore plus convaincu qu'il fallait donner l'"investiture" à Gramsci et ses camarades. La Gauche et les Bolcheviks étaient divisés par une question de tactique, alors que les ordinovistes restaient étrangers à la théorie, au programme et aux principes communistes: mais pour les historiens et les fourriers de l'opportunisme, la différence est mince.

(365) Jamais la Gauche italienne n'aurait accepté de considérer le programme voté par la majorité maximaliste du Congrès de Bologne (Octobre 1919) comme une "*étape... dans son évolution vers le communisme*". Les compliments de Graziadei aux propositions de la section de Turin ne sont pas en contradiction avec ce que nous venons de dire sur sa résistance à une caution de l'I.C. à la tendance de "L'Ordine nuovo". En effet les propositions en question, d'ailleurs rédigées dans un esprit de conciliation, avaient été présentées par la section de Turin où les ordinovistes étaient en minorité, et ils s'étaient contentés de les publier dans leur organe de courant. Ces propositions traduisaient l'illusion selon laquelle le P.S.I. pouvait être "rénové", alors qu'il avait besoin d'une scission.

(366) Cf., l'impayable Spriano, "Storia del Partito comunista italiano", pp. 76-77 (Turin, 1967).

(367) Cf., l'article "Moscou et la question italienne", dans "Programme Communiste", N° 59, page 44, paru dans "Rassegna Comunista", année 1/5, 30 juin 1921, page 214.

(368) Cf., "La Maladie infantile...", chapitre V, pages 712-13 (Lénine, "Œuvres choisies", en deux volumes).

(369) En allemand “Grundfragen der Revolution” reprint Feltrinelli

(370) “Préparatoires” dans ce sens que “*les perspectives révolutionnaires immédiates de 1918-1920 ayant pour ainsi dire reculé, les luttes des grandes forces sociales ont revêtu un caractère lent et morne, sans que les poussées souterraines cessent néanmoins un seul instant de se faire sentir et de menacer d'exploser en conflit soit militaire, soit de classe, soit national*”.

(371) Trotsky jeta du même coup l'alarme sur le sort du Parti bolchevique, menacé par deux dangers opposés seulement en apparence, “*un praticisme myope d'une part et de l'autre (qu'on nous permette ce terme) un agitationnisme effleurant superficiellement toutes les questions*”. Il rappelait aux camarades leur devoir strict de défendre et sauvegarder dans les faits la *continuité de la tradition théorique du marxisme* dans des termes qui auraient pu et qui pourraient plus que jamais être les nôtres aujourd'hui (op. cit. pp. II-XII). Ce sera là également le thème central de son texte de 1924, “Les Enseignements d'Octobre”.

(372) Pour un réexamen critique des formes successives que prit “la troisième vague opportuniste” du mouvement ouvrier, d'abord sur le plan tactique, puis sur le plan stratégique et enfin doctrinal, qu'on se reporte aux “Thèses caractéristiques du Parti”, partie III, dans “Défense de la continuité du programme communiste”.

(373) Par “bons rapports avec les paysans”, Lénine entendait un contrôle exercé *sur* eux par la dictature prolétarienne qui ne se transformât pas en son contraire. Mais la question était complexe comme on l'a vu dans notre texte de 1968, “Bilan d'une révolution”.

(374) Ce n'est pas un hasard si les grandes purges de 1936 et des années suivantes ont coïncidé avec l'entrée de la Russie dans la SDN, avec celle des partis communistes étrangers dans les fronts populaires et avec la promulgation en U.R.S.S. de la “constitution la plus démocratique du monde”. C'est au Panthéon de la démocratie que Staline aurait dû être enterré: quand donc le comprendra-t-on? Le “Chicago Tribune” du 16-5-1943 l'avait bien saisi pour son compte puisqu'il s'exclamait, à un moment où la presse démocratique occidentale se félicitait de l'enterrement définitif du cadavre du Comintern: “*Staline a tué les derviches de la foi marxiste. Il a supprimé les bolcheviks dont le royaume était le monde entier et qui voulait la révolution universelle...*”.